BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT SUR LA COMPETITIVITE DES ECONOMIES DE L'UEMOA EN 2012

JUIN 2013

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Site internet : http://www.bceao.int

Directeur de Publication
Bassambié BATIONO
Directeur de la Recherche
et de la Statistique
Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :
Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

Direction Générale des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Statistique

RAPPORT SUR LA COMPETITIVITE DES ECONOMIES DE L'UEMOA EN 2012

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....5

RESUME.....6

INTRODUCTION.....7

I - COMPETITIVITE GLOBALE ET POTENTIELLE.....7

1.1 - Taux de change effectif réel (TCER) 7

1.1.1 – Evolution globale 7

1.1.2 - Analyse par pays 10

1.1.3 – Cumul des gains et pertes de compétitivité depuis le changement de parité.....11

1.2 - Taux de change d'équilibre dans l'UEMOA 13

1.3 - Ratio d'investissement relatif.....14

II – EVALUATION DES PERFORMANCES DU COMMERCE EXTERIEUR.....15

2.1 - Taux d'exportation.....15

2.2 - Taux de pénétration étrangère.....16

III – EVOLUTION DES COUTS DES FACTEURS DE PRODUCTION.....18

IV – ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS L'UEMOA.....19

4.1 – Indice de « facilité de faire des affaires ».....19

4.2 – Indice de compétitivité mondiale.....21

CONCLUSION.....23

ANNEXES.....24

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

Page

TABLEAUX

1	Evolution annuelle des composantes du TCER des économies de l'UEMOA	8
2	Pertes ou gains de compétitivité en moyenne annuelle selon les groupes de partenaires	9
3	Evolution du taux de change de quelques monnaies (en franc CFA)	9
4	Pertes ou gains de compétitivité par pays en 2012	11
5	Situation en 2012 du cumul des gains de compétitivité depuis la dévaluation du FCFA en 1994	12
6	Mesalignement du TCER de 2003 à 2012	13
7	Evolution du ratio d'investissement relatif des économies des pays de l'Union	14
8	Evolution du taux d'exportation des Etats membres de l'Union	16
9	Evolution du taux de pénétration étrangère des Etats membres de l'Union	17
10	Evolution du SMIG dans les pays de l'UEMOA	18
11	Evolution des taux d'intérêt débiteurs dans les pays de l'UEMOA	18
12	Evolution des prix à la pompe des carburants dans les pays de l'UEMOA	19
13	Evolution des tarifs de l'électricité	19
14	Evolution du classement des pays selon l'indicateur de « facilité de faire des affaires »	20
15	Indice de compétitivité mondiale	22

GRAPHIQUES

1	Evolution annuelle des gains et des pertes de compétitivité dans l'UEMOA vis-à-vis de l'ensemble des partenaires	8
2	Evolution du TCER base 100 = 1993	12
3	Evolution du TCER et du TCER d'équilibre	13
4	Evolution du ratio d'investissement relatif dans l'UEMOA	15
5	Evolution du taux d'exportation	16
6	Evolution du taux de pénétration étrangère	17
7	Indice de compétitivité global (CGI) dans certains pays de l'UEMOA	22

RESUME

Le rapport sur la compétitivité dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) analyse des indicateurs de compétitivité globale (le taux de change effectif réel et le ratio d'investissement relatif) ainsi que des indicateurs de performance du commerce extérieur (le taux d'exportation et le taux de pénétration étrangère). Il examine également l'évolution des coûts des facteurs de production dans l'Union et des indicateurs de compétitivité élaborés au niveau international.

La compétitivité globale des économies des pays de l'Union, appréciée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est améliorée en 2012, le taux de change effectif réel de l'Union ayant baissé de 3,0%. Cette amélioration de la position concurrentielle de l'UEMOA vis-à-vis des partenaires en 2012 provient d'une dépréciation du taux de change effectif nominal, renforcée par un taux d'inflation moins élevé dans l'Union que chez ses partenaires. En effet, en 2012, le taux de change effectif nominal enregistre un repli de 1,1 point de pourcentage. Quant au différentiel d'inflation, il est ressorti favorable à l'Union de 1,9 point de pourcentage.

L'Union continue de conserver l'essentiel des acquis du changement de parité intervenu en janvier 1994. Ainsi, 83,6% des gains conférés par le changement de parité demeurent à fin décembre 2012. En outre, le taux de change effectif réel en 2012 ne s'est pas écarté significativement de son niveau d'équilibre, traduisant un bon niveau de la parité du franc CFA par rapport aux monnaies des pays partenaires.

Par ailleurs, l'évolution du ratio d'investissement relatif montre que la situation compétitive potentielle des Etats de l'Union s'est améliorée en 2012. En effet, le ratio d'investissement relatif de l'UEMOA a progressé de 8,0 points en 2012. Cette amélioration résulte d'une augmentation du taux d'investissement de l'Union, d'environ 5,0 points de pourcentage, en rapport essentiellement avec l'essor des investissements publics en Côte d'Ivoire et des investissements miniers, notamment au Burkina et au Niger.

Au niveau des indicateurs du commerce extérieur, les performances dans l'UEMOA sont mitigées en 2012. En effet, le taux d'exportation dans l'Union a progressé de 1,1 point de pourcentage pour se situer à 34,6%, reflétant un gain de compétitivité sur les marchés extérieurs. En revanche, le taux de pénétration étrangère s'est inscrit en hausse, traduisant une détérioration de la position concurrentielle des entreprises locales sur les marchés domestiques. Il est ressorti à 40,5% en 2012, en hausse de 3,8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, à la suite d'une progression du volume des importations de 25,3%.

L'évolution des coûts de facteurs de production a été marquée par une hausse du SMIG au Niger et une détente des taux d'intérêt débiteurs des banques. En outre, un renchérissement des carburants a été observé dans la plupart des Etats. Par ailleurs, le classement de la plupart des pays de l'Union selon « l'indicateur de facilité de faire des affaires » de la Banque Mondiale et l'indice de compétitivité mondiale (GCI) du Forum Economique Mondial s'est dégradé.

INTRODUCTION

Le présent rapport analyse l'état de la compétitivité de l'UEMOA en 2012 et comporte quatre parties. La première partie est consacrée à l'analyse de l'évolution de la compétitivité globale et potentielle des économies de l'Union. Elle s'appuie sur le taux de change effectif réel (TCER) et le taux d'investissement relatif. Ces indicateurs étant de nature macroéconomique, la compétitivité qu'ils décrivent est qualifiée de globale. Le taux de change effectif réel permet d'apprécier l'état général de la compétitivité-prix. Il est considéré comme une mesure plus significative dans le court et moyen terme. Quant au taux d'investissement relatif, il permet d'examiner la compétitivité structurelle, c'est-à-dire, dans le long terme.

La deuxième partie du rapport aborde les indicateurs de performance du commerce extérieur. Il s'agit du taux d'exportation et du taux de pénétration étrangère. La troisième partie analyse l'évolution des coûts des facteurs de production qui caractérisent l'environnement de production intérieure des entreprises.

L'analyse de la compétitivité renvoie également au climat des affaires. Il s'agit notamment des facteurs de l'environnement général des affaires (institutions, infrastructures, cadre macro-économique, etc.) qui agissent sur la décision d'investir et le niveau de la productivité. Le climat des affaires dans l'Union est abordé dans la quatrième partie à travers l'examen des indicateurs élaborés par le Forum Economique Mondial et la Banque Mondiale.

I. COMPETITIVITE GLOBALE ET POTENTIELLE

L'analyse de la compétitivité globale et potentielle des économies de l'Union est effectuée à travers deux indicateurs : le taux de change effectif réel et le ratio d'investissement relatif.

1.1. Taux de change effectif réel (TCER)

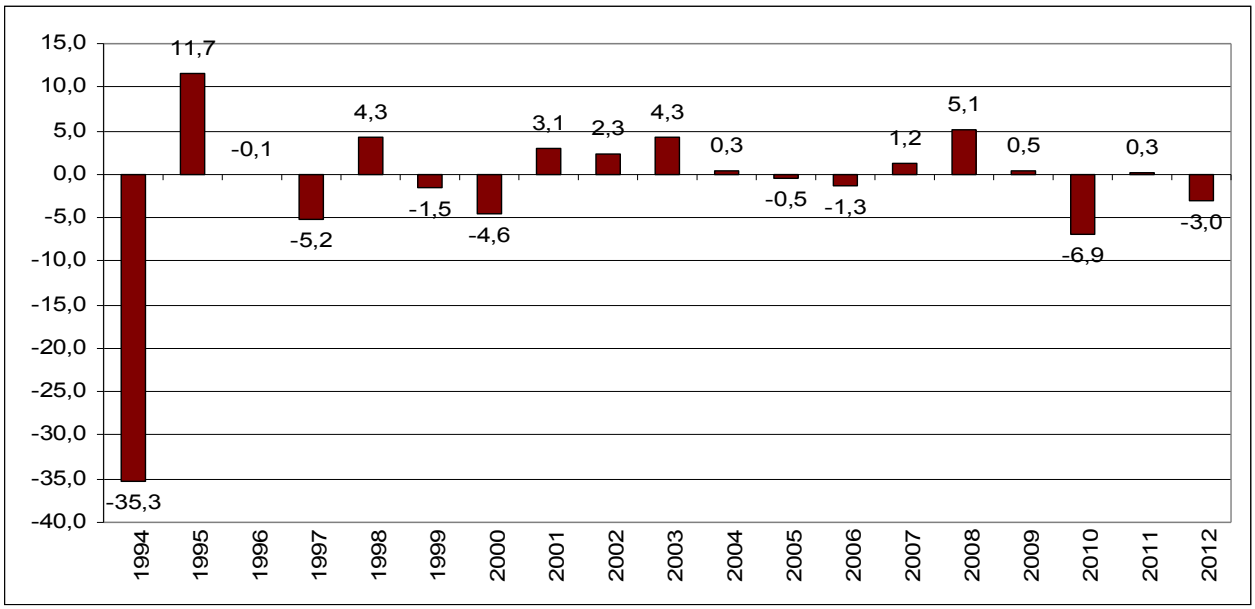
1.1.1 - Evolution globale

Le taux de change effectif réel est le prix relatif intérieur comparé à la moyenne des prix des partenaires convertis en monnaie nationale. Cette mesure de la compétitivité globale de l'économie s'obtient par le produit du taux de change effectif nominal des monnaies des partenaires cotées au certain et du rapport des prix à la consommation du pays à la moyenne géométrique de ceux des partenaires commerciaux. Le taux de change effectif nominal est la moyenne géométrique des taux de change bilatéraux du franc CFA vis-à-vis des monnaies des partenaires commerciaux. Les pondérations utilisées pour le calcul reflètent la structure du commerce extérieur par pays.

Le taux de change effectif réel d'un pays permet d'établir dans quelle mesure les variations des taux de change, des prix ou des coûts, dans différents Etats partenaires et concurrents étrangers influencent la compétitivité du pays concerné. Une appréciation du taux de change effectif réel (TCER) est associée à une perte de compétitivité et une dépréciation de cet indice traduit un gain en la matière.

L'Union a enregistré un gain de compétitivité en 2012 contre une légère perte en 2011. En effet, le taux de change effectif réel a baissé de 3,0% en 2012. Cette performance est observée dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Burkina et du Mali.

Graphique 1 : **Evolution annuelle des gains et des pertes de compétitivité dans l'UEMOA vis-à-vis de l'ensemble des partenaires (en %)**



Source : BCEAO. (-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

L'amélioration de la position concurrentielle de l'UEMOA vis-à-vis des partenaires en 2012 provient d'une dépréciation du taux de change effectif nominal, renforcée par un taux d'inflation moins élevé dans l'Union que chez ses partenaires. En effet, en 2012, le taux de change effectif nominal a enregistré un repli de 1,1 point de pourcentage. Quant au différentiel d'inflation, il est ressorti favorable à l'Union de 1,9 point de pourcentage.

Tableau 1 : Evolution annuelle des composantes du TCER des économies de l'UEMOA (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
Indice des prix des partenaires	5,3	2,9	4,0	4,4	4,3
Indice des prix dans l'Union	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs (1)	2,0	-2,4	-2,6	-0,6	-1,9
Indice des TCEN (2)	3,0	3,0	-4,4	0,8	-1,1
Indice des TCER	5,1	0,5	-6,9	0,3	-3,0

Source : BCEAO.

(1) : Un signe (+) traduit le différentiel d'inflation défavorable à l'Union et (-) traduit le différentiel favorable à l'Union

(2) : Taux de change effectif nominal. Un signe (+) pour la dépréciation des monnaies des partenaires et un signe (-) pour l'appréciation

Le gain de compétitivité est observé par rapport à tous les groupes de partenaires. Une baisse de l'indice du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des pays émergents (-6,1%), des pays asiatiques (-5,7%), des Etats environnants (-4,7%) et des pays industrialisés (-1,3%). En particulier, la position concurrentielle de l'Union s'est améliorée de 0,1 point de pourcentage vis-à-vis de la Zone euro et de 0,4 point de pourcentage à l'égard des pays africains de la Zone franc.

Tableau 2 : Pertes ou gains de compétitivité en moyenne annuelle selon les groupes de partenaires en 2012 (en point de pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Pays industrialisés	2,9	0,5	-2,4	-1,1	1,6	-3,5	-2,0	-1,3	-1,3
Zone euro	4,1	1,3	-1,1	-0,5	2,8	-1,8	-0,9	0,2	-0,1
Partenaires Environnants	-1,6	0,6	-5,5	-4,7	1,0	-7,0	-6,2	-0,4	-4,7
Pays Asiatiques	-3,1	-4,6	-6,6	-1,7	-3,5	-9,0	-4,1	-7,0	-5,7
Pays Emergents	-3,1	-4,8	-6,9	-2,8	-5,2	-4,4	-3,4	-2,3	-6,1
Pays Africains de la Zone franc	4,9	2,3	-2,3	0,6	3,9	-1,9	-1,7	-0,9	-0,4
Ensemble des partenaires	-0,3	0,2	-3,5	-1,3	0,8	-4,7	-3,1	-2,9	-3,0

Source : BCEAO. (-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

La baisse de l'indice du taux de change effectif nominal résulte essentiellement de la dépréciation de l'euro, monnaie ancre du franc CFA, par rapport aux monnaies des autres pays développés. Cette tendance baissière de l'euro en 2012 est liée à l'exacerbation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, notamment les crises observées en Gréce, en Italie et en Espagne. Les appréciations par rapport au franc CFA sont observées notamment pour le yuan chinois (10,9%), le dollar américain (8,3%) et le yen japonais (8,2%).

En revanche, le franc CFA s'est globalement apprécié par rapport aux monnaies des pays environnants. Ainsi, la dépréciation est de 10,8% pour le cedi ghanéen, 2,6% pour le naïra nigérian et de 0,2% pour le dalasi gambien. La monnaie commune s'est toutefois dépréciée par rapport au franc guinéen.

Tableau 3 : Evolution du taux de change de quelques monnaies

	2011	2012	Variation (en %)
Dollar des Etats-Unis	471,3	510,2	8,3
Yen japonais	5,9	6,4	8,2
Yuan renminbi chinois	72,9	80,9	10,9
Rand sud-africain	65,0	62,1	-4,4
Naira nigerian	3,1	3,0	-2,6
Cedi ghanéen	312,3	281,9	-10,8
Dalasi gambien	17,9	17,8	-0,2
Franc guinéen	0,068	0,070	3,5

Sources : Banques centrales

La baisse des cours des monnaies ghanéenne et nigériane reste liée à l'ampleur des dépenses budgétaires et aux politiques monétaires globalement accommodantes de ces Etats. En revanche, l'appréciation de la monnaie guinéenne est due aux efforts de mise en œuvre des politiques

budgétaires et monétaires prudentes qui ont contribué à limiter les fluctuations du taux de change. Ainsi, la croissance de la masse monétaire en Guinée est passée de 9,3% à fin décembre 2011 à 1,0% à fin décembre 2012, avec une baisse de 2,9% des crédits à l'économie. Cette relative stabilité du franc guinéen résulte également des interventions de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) sur le nouveau Marché Interbancaire de Change (MIC).

Dans l'UEMOA, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 2,4% en 2012, en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2011. Cette décélération est induite par la dissipation de l'impact de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire qui avait entraîné une flambée des prix dans ce pays en 2011. Elle est liée également à la baisse des prix des produits pétroliers au Niger à la faveur du démarrage de la production domestique de pétrole et de gaz et à l'incidence des mesures prises par certains pays, notamment pour augmenter la production vivrière de contre-saison.

La hausse contenue des prix intérieurs dans l'UEMOA a induit un écart d'inflation favorable par rapport aux partenaires commerciaux. En effet, ces derniers enregistrent un taux d'inflation de 4,3% en 2012 contre 2,4% dans l'Union (cf. tableau 9 en annexe). Par groupe de partenaires, le différentiel d'inflation favorable à l'Union concerne les partenaires environnants (-7,5 points de pourcentage), les pays émergents (-3,4 points), les Etats asiatiques (-2,6 points), les pays africains de la Zone franc (-0,4 point) et la Zone euro (-0,1 point). En revanche, les prix ont progressé légèrement plus vite dans l'Union que dans les pays industrialisés (+0,1 point de pourcentage).

1.1.2. Analyse par pays

L'analyse par pays indique un gain de compétitivité en 2012 pour tous les Etats de l'UEMOA, à l'exception du Burkina et du Mali.Les gains les plus importants sont observés au Niger (-4,7%), en Côte d'Ivoire (-3,5%), au Sénégal (-3,1%) et au Togo (-2,9%). Ils sont moins importants pour la Guinée-Bissau (-1,3%) et le Bénin (-0,3%). La perte de compétitivité est de 0,8% au Mali et de 0,2% au Burkina.

Tableau 4 : Pertes ou gains de compétitivité par pays en 2012 (en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice des prix des partenaires	5,4	3,0	4,2	5,3	2,6	4,4	4,0	4,0	4,3
Indice national des prix	6,7	3,8	1,3	2,1	5,3	0,5	1,4	2,6	2,4
Indice des prix relatifs (1)	1,3	0,8	-2,8	-3,0	2,6	-3,8	-2,5	-1,3	-1,9
Indice des TCEN (2)	-1,6	-0,6	-0,8	1,7	-1,8	-0,9	-0,6	-1,7	-1,1
Indice des TCER (3)	-0,3	0,2	-3,5	-1,3	0,8	-4,7	-3,1	-2,9	-3,0

Source : BCEAO.

(1) : Un signe (+) traduit le différentiel d'inflation défavorable à l'Union et (-) traduit le différentiel favorable à l'Union

(2) : Taux de change effectif nominal. Un signe (+) pour la dépréciation des monnaies des partenaires et un signe (-) pour l'appréciation

(3) : Taux de change effectif réel. Un signe (+) traduit la perte de compétitivité et (-) traduit le gain de compétitivité

L'évolution du taux de change effectif réel dans les pays est influencée par la variation relative de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis. Les différences entre les performances des pays en matière de

compétitivité sont imputables d'une part, au degré plus ou moins élevé de sensibilité des fluctuations des monnaies des pays partenaires par rapport au dollar et, d'autre part, à l'orientation géographique du commerce extérieur des Etats membres de l'UEMOA. La situation différenciée par pays résulte également des écarts entre les taux d'inflation.

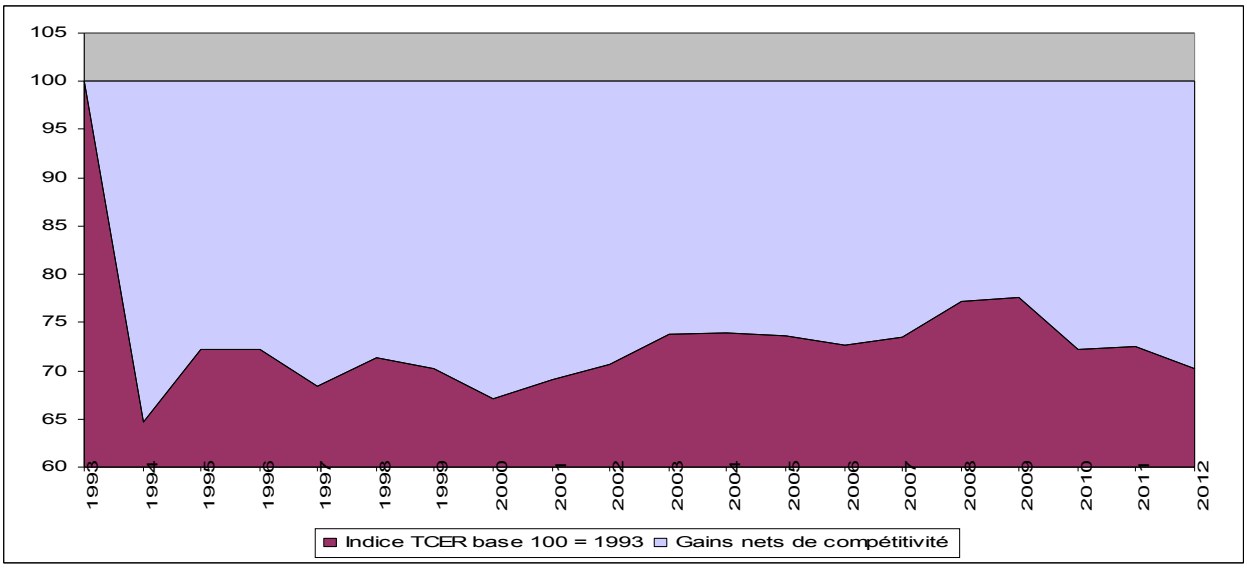
Ainsi, le niveau relativement élevé du gain de compétitivité au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo s'explique par les performances réalisées par ces pays en terme d'inflation. Dans ces Etats, la progression des prix a été contenue essentiellement par les mesures prises par les Autorités. Ces mesures ont trait à un soutien accru aux producteurs agricoles, au gel temporaire de la taxation de certains produits de grande consommation et aux concertations avec les commerçants pour réduire les marges. En revanche, en dépit d'une hausse importante des prix intérieurs, le Bénin profite du niveau structurellement élevé de l'inflation au Nigeria qui est son principal partenaire économique.

La détérioration de la position concurrentielle au Mali est imputable aux tensions inflationnistes observées dans le pays, en rapport avec la crise socio-politique. La perte de compétitivité au Burkina résulte de l'importance de ses échanges avec la Côte d'Ivoire (environ 25%). Ainsi, la décélération de l'inflation en Côte d'Ivoire s'est traduite par un différentiel d'inflation défavorable au Burkina par rapport à l'ensemble de ses partenaires. Par ailleurs, environ 65% des échanges du Burkina se font avec les pays de la Zone euro et de l'UEMOA, rendant ainsi, le pays moins sensible à la hausse du dollar observé en 2012.

1.1.3. Cumul des gains et pertes de compétitivité de l'Union depuis le changement de parité

L'Union a conservé l'essentiel des acquis du changement de parité intervenu en janvier 1994. En effet, par rapport au niveau atteint en 1994, l'Union a conservé un gain net de compétitivité de 29,7%, vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires, contre 35,3% à fin 1994, soit un recul de 5,8 points de pourcentage. Ainsi, 83,6% des gains conférés par le changement de parité demeurent à fin décembre 2012.

Graphique 2 : Evolution du TCER base 100 = 1993



Source : BCEAO.

L'analyse par pays révèle que les gains nets les plus élevés sont enregistrés au Sénégal (34,5% contre 29,8% en 1994), au Niger (31,0% contre 29,5% en 1994) et au Mali (27,2% contre 35,6% en 1994). Ils sont moins importants en Côte d'Ivoire (24,6% contre 35,0% en 1994), au Burkina (24,1% contre 29,4% en 1994), au Bénin (23,7% contre 26,6% en 1994) et au Togo (13,3% contre 29,1% en 1994).

Tableau 5 : Situation en 2012 du cumul des gains de compétitivité depuis la dévaluation du FCFA en 1994

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Pays industrialisés	-2,8	-23,8	-17,8	-	-25,6	-17,5	-31,4	-9,8	-19,8
Zone euro	-1,7	-24,5	-17,4	-	-23,8	-17,4	-31,2	-7,5	-19,3
Partenaires Environnants	-51,9	-44,2	-53,3	-	-46,6	-63,6	-61,5	-29,4	-56,8
Pays Asiatiques	-20,6	-41,4	-32,3	-	-31,5	-34,7	-42,4	-11,2	-33,5
Pays Emergents	-21,8	-40,0	-35,9	-	-32,9	-25,4	-36,2	-13,0	-32,2
Pays Africains de la Zone franc	17,1	-9,3	14,1	-	-0,1	-3,0	-15,4	6,9	-0,9
Ensemble des partenaires	-23,7	-24,1	-24,6	-	-27,2	-31,0	-34,5	-13,3	-29,7

Source : BCEAO. (-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité

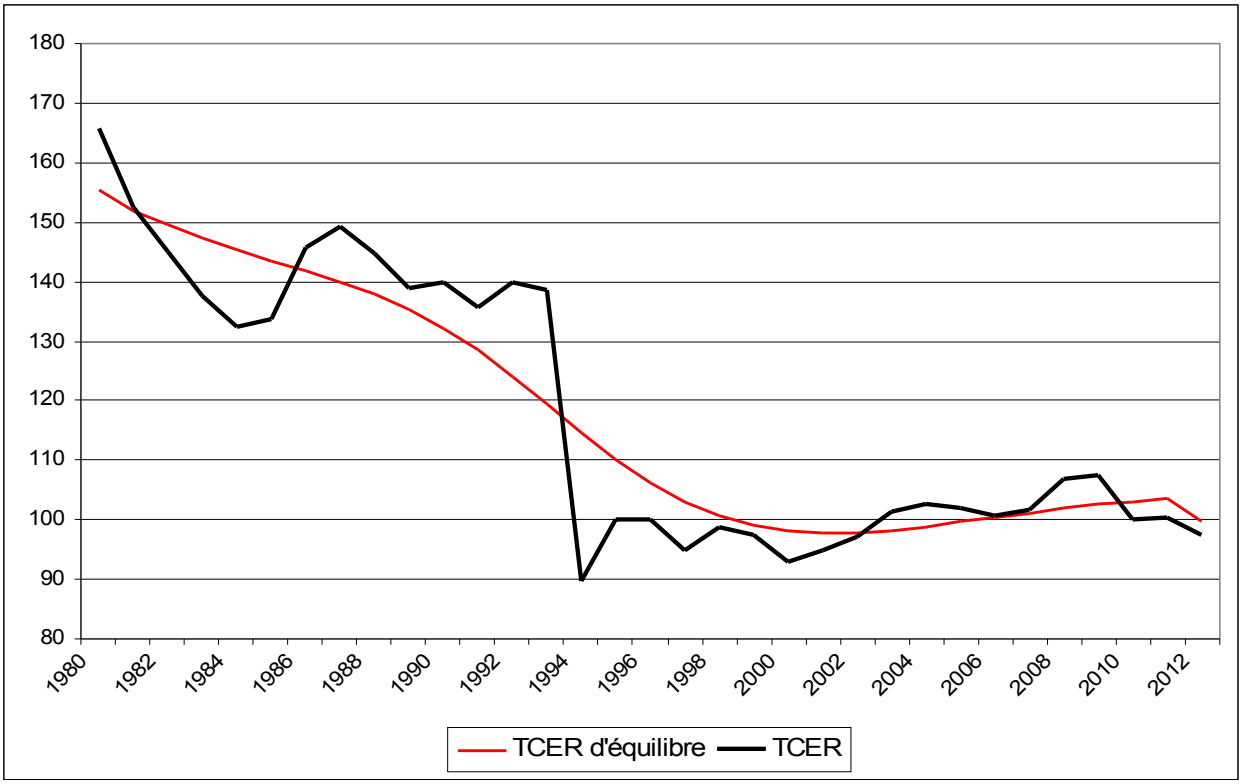
1.2. Taux de change d'équilibre dans l'UEMOA

L'évaluation du niveau d'équilibre du taux de change permet notamment d'appréhender le mésalignement du taux de change effectif réel. En effet, le niveau du TCER doit être égal ou le plus proche possible de sa valeur d'équilibre. Celle-ci est définie comme le taux de change réel qui permet d'atteindre simultanément les équilibres interne et externe. Toutefois, les mauvaises performances macroéconomiques ou l'influence de facteurs exogènes peuvent être à l'origine d'écarts persistants entre le taux de change réel et son niveau d'équilibre. Ces écarts sont appelés mésalignements de taux de change et sont supposés exprimer une surévaluation (+) ou une sous-évaluation (-) du taux de change réel.

L'approche méthodologique retenue par la BCEAO pour le calcul du TCER d'équilibre est basée sur la relation entre le taux de change effectif réel et certaines variables économiques. Le taux de change effectif d'équilibre est ensuite déterminé à partir des valeurs d'équilibre (filtre) des variables explicatives. Les variables retenues sont : le produit intérieur brut réel par tête, la consommation publique rapportée au produit intérieur brut, le taux d'investissement, les termes de l'échange et le degré d'ouverture.

Les estimations indiquent que le taux de change effectif réel d'équilibre s'est inscrit dans une tendance baissière en 2012, en rapport avec l'amélioration des performances économiques dans l'Union, en particulier, l'accélération de la croissance du produit intérieur brut.

Graphique 3 : Evolution du TCER et du TCER d'équilibre



Source : BCEAO.

Tout comme pour les années précédentes, le taux de change effectif réel de l'Union est globalement en phase avec son niveau d'équilibre. En effet, le mésalignement du TCER est faible et en baisse, passant de -3,0% en 2011 à -2,5%. Cette situation traduit l'absence de sous-évaluation ou de surévaluation du franc CFA.

Tableau 6 : Mesalignement du TCER de 2003 à 2012

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TCER (indice base 100 = 1996)	101,4	102,5	102,0	100,6	101,8	106,9	107,6	100,2	100,4	97,4
TCER d'équilibre (indice)	98,1	98,8	99,6	100,4	101,2	101,9	102,5	103,1	103,5	99,9
Mésalignement (en %)	3,4	3,8	2,4	0,2	0,6	4,9	4,9	-2,8	-3,0	-2,5

Source : BCEAO.

1.3. Le ratio d'investissement relatif

Le ratio d'investissement relatif d'un pays est le taux d'investissement domestique, rapporté à celui des principaux pays concurrents, exprimé en pourcentage. Le taux d'investissement est défini par le rapport entre la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en terme réel et le PIB réel.

Une hausse du ratio d'investissement relatif dans un pays reflète une progression plus importante des efforts d'investissement domestique comparativement aux pays concurrents. Ce faisant, à moyen et long terme, l'économie concernée assure les bases d'une progression plus marquée de sa productivité et de sa compétitivité par rapport aux pays concurrents.

Pour que la hausse du ratio d'investissement relatif se traduise par un gain de compétitivité, le pays doit assurer un niveau d'efficacité marginale du capital comparable à celui de ses principaux concurrents. Cependant, il convient de s'interroger sur l'efficacité des investissements dans les pays de l'Union par rapport à celle des partenaires. A cet égard, l'évolution de l'ICOR[1] qui mesure l'efficacité marginale du capital peut aider à affiner l'analyse du ratio d'investissement relatif. Dans les pays où l'efficacité marginale du capital est faible, l'effort d'investissement à faire pour atteindre un niveau de croissance donné est relativement plus important. Le ratio d'investissement relatif pourrait donc être supérieur à 100, sans que la compétitivité potentielle de ces pays ne s'améliore par rapport à celle de leurs concurrents.

L'efficacité marginale du capital est plus faible dans l'UEMOA que dans la majorité des pays émergents et des pays industrialisés. Aussi, le ratio d'investissement relatif doit être supérieur à 100 en moyenne pour améliorer significativement la compétitivité.

A l'instar des années précédentes, le taux d'investissement de l'Union est demeuré plus faible que celui de ses principaux pays concurrents. Cette situation est traduite par un niveau de ratio d'investissement relatif inférieur à 100 dans l'Union et dans la plupart des pays membres.

Tableau 7 : Evolution du ratio d'investissement relatif des économies des pays de l'Union (en %)

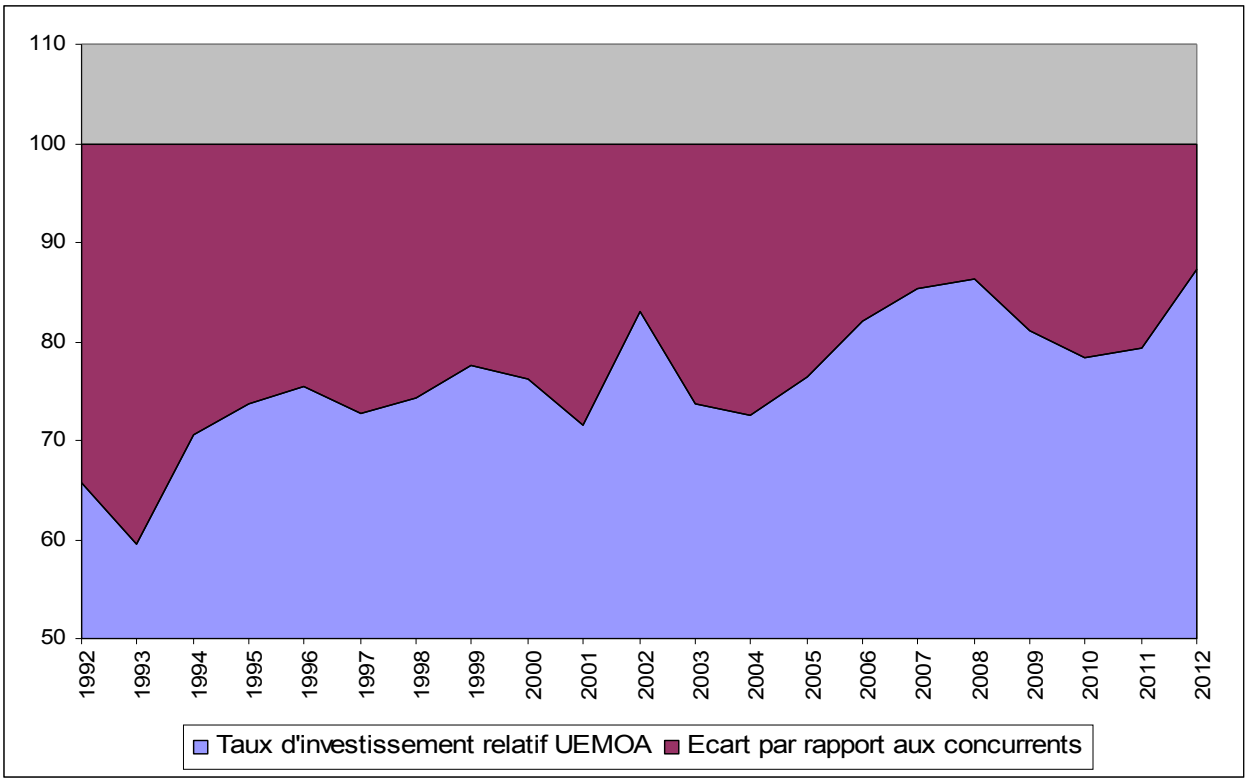
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
2011	77,6	77,6	38,8	26,2	175,3	132,2	83,6	66,8	79,4
2012	75,5	80,1	60,3	26,4	131,9	169,4	82,2	85,3	87,3
Ecart (en point de %)	-2,1	2,5	21,5	0,2	-43,3	37,2	-1,4	18,5	8,0

Source : BCEAO.

L'évolution du ratio d'investissement relatif montre que la situation compétitive potentielle des Etats de l'Union s'est améliorée en 2012. En effet, le ratio d'investissement relatif de l'UEMOA a progressé de 8,0 points en 2012. Cette amélioration résulte d'une augmentation du taux d'investissement de l'Union, d'environ 5,0 points de pourcentage, en rapport essentiellement avec la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire après la crise socio-politique de 2011 et l'essor des investissements miniers au Niger. En revanche, une baisse sensible de 43,3% du ratio d'investissement relatif a été enregistrée au Mali qui a connu des perturbations dans le secteur productif, en rapport avec le conflit observé dans ce pays.

1 Incremental Capital Output Ratio. Il s'obtient en faisant le rapport de l'investissement à la variation de la production. Il correspond à l'inverse de la productivité de l'investissement.

Graphique 4 : Evolution du ratio d'investissement relatif dans l'UEMOA (en pourcentage)



Source : BCEAO.

Au total, la position concurrentielle globale des Etats membres de l'Union, appréciée par l'évolution du taux de change effectif réel, s'est améliorée à la suite d'une appréciation des monnaies des pays partenaires et d'un différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA. Ce gain de compétitivité est également reflété dans le niveau du ratio d'investissement relatif, qui a progressé de 8,0 points de pourcentage.

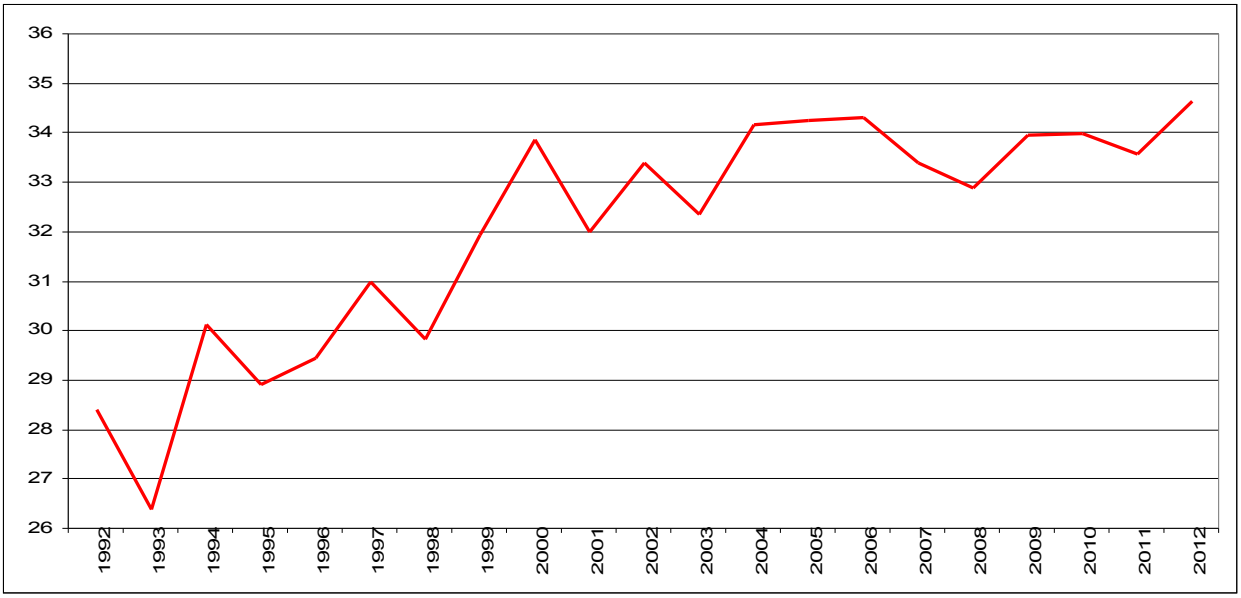
II – EVALUATION DES PERFORMANCES DU COMMERCE EXTERIEUR

Les indicateurs de performance du commerce extérieur, utilisés pour l'analyse, sont le taux d'exportation et le taux de pénétration étrangère.

2.1 – Le taux d'exportation

Le taux d'exportation est la part du volume des exportations dans le Produit Intérieur Brut (PIB) réel. Il représente la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande étrangère. Sa progression indique généralement que le pays dispose d'une position concurrentielle favorable. En effet, une progression (un repli) du taux d'exportation pourrait résulter d'une hausse (une baisse) des parts de marchés à l'étranger. A cet égard, il constitue un indicateur de résultat de compétitivité.

Graphique 5 : Evolution du taux d'exportation (en pourcentage)



Source : BCEAO.

Le taux d'exportation des Etats membres de l'UEMOA a progressé de 1,1 point de pourcentage en 2012 par rapport à l'année précédente. Cette performance résulte de la hausse observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Sénégal et du Burkina. Dans la plupart des pays, l'augmentation des taux d'exportation est liée au dynamisme du secteur des industries extractives. Elle résulte également de la hausse de la production du café et du cacao.

Tableau 8 : Evolution du taux d'exportation des Etats membres de l'Union (en %)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
2011	32,3	20,7	63,0	15,2	17,6	20,4	21,6	49,2	33,6
2012	33,6	20,6	63,8	13,8	18,9	22,2	21,5	52,8	34,6
Ecart (en point de %)	1,3	-0,1	0,7	-1,4	1,2	1,8	-0,2	3,5	1,1

Source : BCEAO.

2.2– Le taux de pénétration étrangère

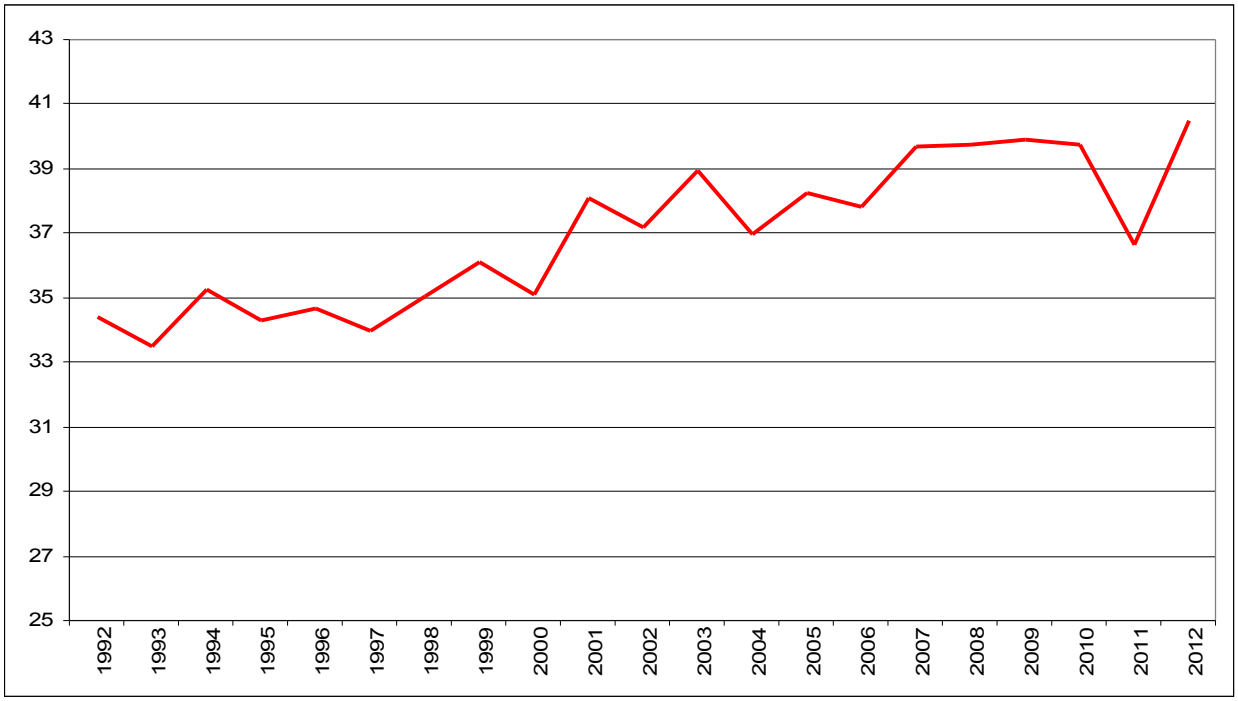
Le taux de pénétration étrangère est le rapport entre les importations et la demande intérieure (ou absorption). Il traduit le degré de concurrence entre les producteurs nationaux et étrangers sur le marché domestique.

Une baisse de ce taux induit une amélioration de la compétitivité sur le marché intérieur, à condition qu'elle provienne d'une réduction des importations des biens de consommation. La faiblesse de ce taux pour un pays traduit une position concurrentielle favorable, acquise sur son propre marché domestique.

Le taux de pénétration étrangère des Etats membres de l'UEMOA a progressé en 2012. Cette évolution traduit une diminution de la part de marché domestique acquise par les entreprises locales, et donc une perte nette de compétitivité. L'indicateur a progressé, d'une année à l'autre, de 3,8 points de

pourcentage, à la suite d'une progression du volume des importations de 25,3% dans un contexte de progression de la demande intérieure de 13,4%. La hausse importante du volume des importations en 2012 de l'Union a été imprimée par les importations en Côte d'Ivoire dans le cadre de la reconstruction, après la crise des années passées.

Graphique 6 : Evolution du taux de pénétration étrangère (en pourcentage)



Source : BCEAO.

Outre, la Côte d'Ivoire, l'analyse par pays, montre une détérioration de la position concurrentielle sur le marché domestique au Niger (1,3 point), au Burkina (0,6 point), au Sénégal (0,6 point) et au Mali (0,4 point). Les évolutions dans ces pays résultent en partie de l'augmentation des importations, notamment de biens d'équipements dans le secteur des industries extractives et de produits alimentaires à la suite de la baisse de la production locale de céréales.

Tableau 9 : Evolution du taux de pénétration étrangère des Etats membres de l'Union (en %)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
2011	28,8	31,6	42,8	34,6	33,0	38,9	38,3	52,5	36,7
2012	27,1	32,2	49,9	30,8	33,4	40,2	38,9	50,9	40,5
Ecart (en point de %)	-1,7	0,6	7,2	-3,8	0,4	1,3	0,6	-1,6	3,8

Source : BCEAO.

Au total, les indicateurs de performance du commerce extérieur donnent des résultats mitigés en 2012. En effet, pour l'Union, le taux d'exportation a progressé, reflétant un gain de compétitivité sur les marchés extérieurs. En revanche, la hausse du taux de pénétration étrangère indique une détérioration de la position concurrentielle sur les marchés domestiques.

III – EVOLUTION DES COUTS DES FACTEURS DE PRODUCTION

Cette section aborde l'évolution des coûts des facteurs de production. Il s'agit notamment des coûts du travail, du capital, de l'énergie, des produits pétroliers, des transports et des télécommunications. Une tendance à la baisse de ces coûts indique des conditions favorables à la réalisation de gains de compétitivité et inversement.

Le coût du travail évalué à partir du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) a progressé de 6,0% au Niger en 2012, pour se situer à 30.047 FCFA par mois. Dans les autres pays, le SMIG est resté stable en 2012.

Tableau 10 : Evolution du SMIG dans les pays de l'UEMOA

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Smig (FCFA/mois)								
2011	31 625	32 572	36 607	30 000	28 460	28 353	36 174	28 000
2012	31 625	32 572	36 607	30 000	28 460	30 047	36 174	28 000
Variation (en %)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0	0

Source : BCEAO.

Au titre du capital, le taux d'intérêt appliqué aux opérations de crédits dans l'Union s'est inscrit en baisse en 2012, dans le prolongement de la tendance observée depuis 2010. Le taux moyen est ressorti à 8,00% en 2012 en baisse de 32 points par rapport à 2011. Les places de Dakar (6,19%) et d'Abidjan (7,59%) demeurent celles qui enregistrent les taux les mois élevés.

Tableau 11 : Evolution des taux d'intérêt débiteurs dans les pays de l'UEMOA (en point de %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	9,46	10,52	11,35	11,27	11,40	9,18	8,81
Burkina	10,19	9,09	8,79	9,55	9,38	9,43	9,42
Côte d'Ivoire	7,72	6,90	7,12	7,84	7,72	7,93	7,59
Guinée-Bissau	12,39	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,96
Mali	9,74	9,98	9,75	9,65	9,35	9,17	9,07
Niger	12,05	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62
Sénégal	6,25	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,19
Togo	10,31	10,27	9,82	9,97	9,65	9,67	9,36
UEMOA	7,83	7,82	8,14	8,57	8,39	8,32	8,00

Source : BCEAO.

Les prix à la pompe des produits pétroliers se sont inscrits en hausse dans l'ensemble des pays, à l'exception du Niger et de la Côte d'Ivoire où respectivement une baisse et une stabilité des prix a été observée. Les augmentations de prix les plus importantes pour l'essence ont été observées en Guinée-Bissau (6,3%), au Burkina (5,3%) et au Bénin (5,1%). L'ajustement à la hausse des prix à la pompe est lié au renchérissement des cours mondiaux du pétrole brut, dans un contexte d'appréciation du dollar. Au Niger, la baisse est rendue possible par le démarrage de la production domestique. Les niveaux de prix des carburants les plus élevés ont été notés au Sénégal, en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire.

Tableau 12 : Evolution des prix à la pompe des carburants dans les pays de l'UEMOA (en FCFA/Litre)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Essence super									
2011	565	682	774	744	674	622	840	569	684
2012	594	718	774	790	701	579	859	595	701
Variation (en %)	5,1	5,3	0,0	6,2	4,0	-7,0	2,4	4,6	2,6
Gazole									
2011	564	606	615	674	593	618	765	600	629
2012	621	643	615	725	616	570	788	629	651
Variation (en %)	10,0	6,2	0,0	7,5	3,9	-7,7	3,1	4,9	3,4

Source : BCEAO.

Les tarifs de l'énergie électrique sont marqués par la baisse de 25% observée au Niger. Le tarif de l'électricité basse tension qui était de 79,25 FCFA le Kwh depuis 1994 pour toutes les puissances souscrites est passé 59,45 FCFA le Kwh. Ce nouveau tarif social est applicable à la tranche de consommation de 0 à 50 kWh pour les abonnés domestiques dont la puissance souscrite est de 3 kWh. Dans les autres pays, les tarifs son restés stables en 2012.

Tableau 13 : Evolution du tarif de l'électricité

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Type						Tarif social de 0 à 50 KWh	Prix moyen de cession tous types	
2011	75	118	64	-	92	79	115	88
2012	75	118	64	-	92	59	115	88
Variation (en %)	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-25,0	0,0	0,0

Sources : Services officiels :

N.B : les prix ne sont pas strictement comparables entre les pays, en raison des différences de types de consommation concernés.

IV. ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS L'UEMOA

Cette section aborde l'environnement des affaires dans les pays de l'UEMOA. Cette évaluation prend en compte à la fois des données quantitatives (indicateurs macroéconomiques, sociaux, existence d'infrastructures, etc.) et qualitatives (niveau de la corruption, qualité des administrations et des infrastructures, etc.). L'analyse du climat des affaires s'appuie sur deux indicateurs élaborés au niveau international à savoir : « l'indice de facilité de faire des affaires » de la Banque Mondiale et l'indice de compétitivité mondiale du Forum Economique Mondiale.

4.1. Indice de « facilité de faire des affaires ».

L'indice de « facilité de faire des affaires » du « Projet Doing Business » a été mis en place par l'International Finance Corporation (IFC) du groupe de la Banque Mondiale. Il mesure la réglementation

des affaires et son application effective dans 185 économies[2]. Le projet collecte et analyse des données quantitatives détaillées pour comparer les cadres réglementaires applicables aux entreprises du monde. Il a pour but d'encourager la concurrence entre les économies pour la mise en place d'une réglementation des affaires efficace.

Les pays sont classés en fonction de la facilité d'y faire des affaires, de 1 à 185, la première place indiquant le plus haut niveau de facilité. Un classement élevé sur l'indice de « facilité de faire des affaires » signale un environnement réglementaire propice aux opérations commerciales. L'indice de « facilité de faire des affaires » correspond à la moyenne des classements sur les dix (10) indicateurs suivants : création d'entreprise, octroi de permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs, paiements des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et solutions apportées à l'insolvabilité.

Tableau 14: Evolution du classement des pays selon l'indicateur de « facilité de faire des affaires »

	2010	2011	2012	variation
	(a)	(b)	(c)	(c-b)
Pays UEMOA				
Mali	148	146	151	5
Burkina	151	150	153	3
Togo	158	162	156	-6
Sénégal	157	154	166	12
Bénin	173	175	175	0
Niger	172	173	176	3
Côte d'Ivoire	170	167	177	10
Guinée-Bissau	181	176	179	3
Autres pays africains				
Afrique du Sud	36	35	39	4
Tunisie	40	46	50	4
Ghana	60	63	64	1
Maroc	115	94	97	3
Nigeria	133	133	131	-2
Cameroun	165	161	161	0
Nombre de pays classé	182	183	185	-

Source : Doing Business. La différence (c-b) est à interpréter avec précaution compte tenu de l'augmentation du nombre de pays. Les données pour chaque année se rapportent au mois de juin.

2 Le premier rapport Doing Business, publié en 2003, portait sur cinq indicateurs dans 133 pays. Celui de 1997 a retenu 175 pays et le rapport de 2012 couvre dix indicateurs dans 185 pays.

Les pays de l'Union restent au bas du classement de la « facilité de faire des affaires ». En outre, l'année 2012 est marquée par une détérioration du classement de la plupart des pays de l'Union. En particulier, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Mali chute respectivement de 12 places, 10 places et 5 places. La dégradation du climat des affaires dans ces pays est liée en partie aux troubles et aux problèmes sécuritaires observés en 2012. Par ailleurs, le classement de « Doing Business » indique que les pays limitrophes comme le Nigeria et le Ghana ont un environnement des affaires plus favorable que les pays de l'UEMOA.

4.2. Indice de compétitivité mondiale

L'indice de compétitivité mondiale (GCI[3]) est élaboré par le Forum Economique Mondial. Il repose sur le fait que « plus une économie est compétitive, plus elle est à même d'améliorer le revenu de sa population ».

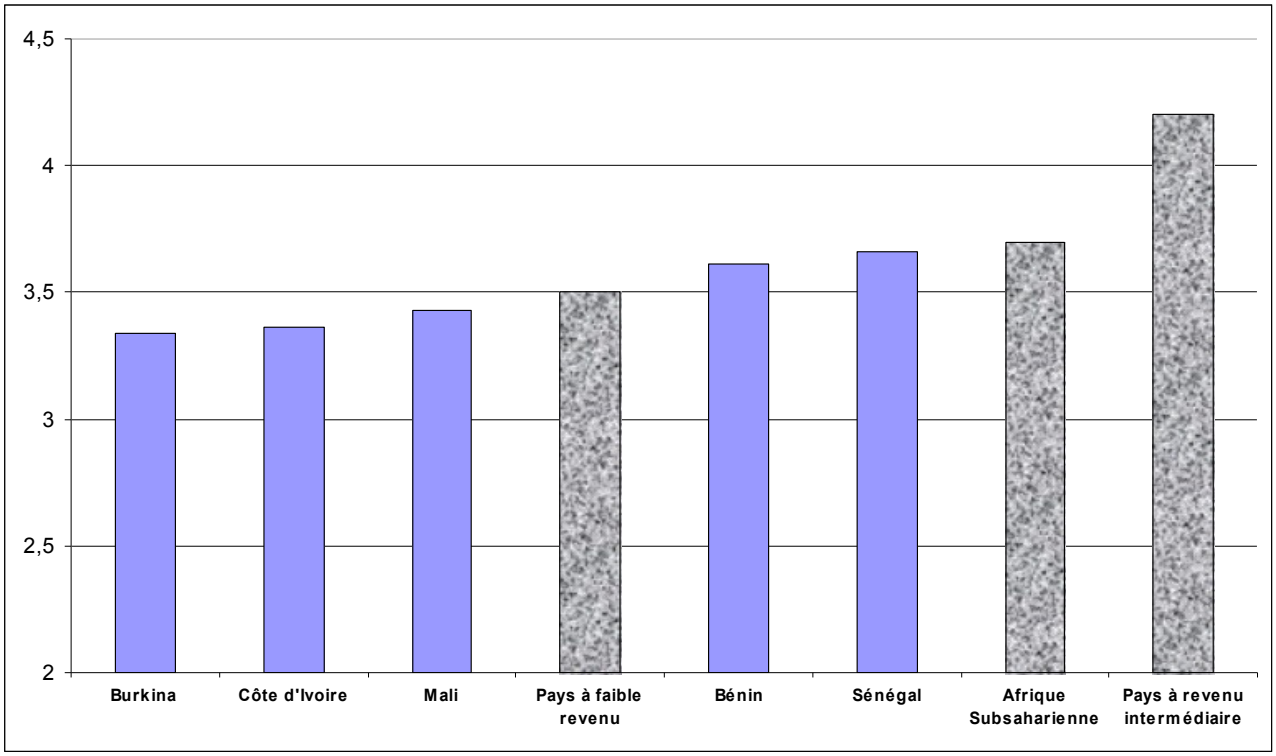
Le GCI prend en compte douze (12) piliers qui agissent sur le niveau de la compétitivité des économies. Il s'agit du fonctionnement des institutions publiques et des entités privées (pilier 1), des infrastructures (pilier 2), de la stabilité macro-économique (pilier 3) et d'une main d'œuvre en bonne santé et alphabétisée (pilier 4). La compétitivité dépend également de l'enseignement supérieur et de la formation (pilier 5), de l'efficience des marchés des produits (pilier 6), du bon fonctionnement du marché du travail (pilier 7), de la sophistication des marchés financiers (pilier 8), de la taille du marché intérieur ou extérieur (pilier 10) et de la capacité à tirer parti des technologies existantes (pilier 9). L'indicateur retient enfin la capacité à produire des biens nouveaux et différents grâce à la mise en œuvre des processus les plus sophistiqués (pilier 11) et l'innovation (pilier 12).

La spécificité de l'indice de compétitivité mondiale est la prise en compte du stade de développement des pays dans la mesure de la compétitivité. Ainsi, une pondération plus importante sera accordée au quatre (4) premiers piliers, dans les pays en développement, notamment ceux de la Zone UEMOA. En revanche, dans les pays développés où les infrastructures et la gouvernance sont relativement satisfaisants, la pondération de l'Indice sera plus importante pour les deux derniers piliers traitant des sources d'innovation et de sophistication.

Sur la base du GCI, le niveau de compétitivité des économies de l'Union[4] est plus faible que la moyenne enregistrée dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Et seul le Bénin et le Sénégal ont des niveaux de compétitivité en 2012 supérieurs au niveau moyen observé dans les pays à faible revenu.

3 Global Competitiveness Index.
4 Seuls cinq pays de l'Union sont classés.

Graphique 7 : Indice de compétitivité (GCI), dans certains pays de l'UEMOA



Source : Forum Economique Mondiale, rapport GCI 2012-2013.

Par ailleurs, globalement, la compétitivité des économies de l'Union ne s'est pas améliorée en 2012. Les baisses sont observés au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Tableau 15 : Indice de compétitivité mondiale

	Score (entre 1 et 7)			Rang		
	2011-2012	2012-2013	variation	2011-2012	2012-2013	variation
	(a)	(b)	(b-a)	(c)	(d)	(d-c)
Afrique du Sud	4,34	4,37	0,03	50	52	2
Maroc	4,16	4,15	-0,01	73	70	-3
Ghana	3,65	3,79	0,14	114	103	-11
Nigeria	3,45	3,67	0,22	127	115	-12
Sénégal	3,70	3,66	-0,04	111	117	6
Bénin	3,78	3,61	-0,17	104	119	15
Mali	3,39	3,43	0,04	128	128	0
Côte d'Ivoire	3,37	3,36	-0,01	129	131	2
Burkina	3,25	3,34	0,09	136	133	-3
Nombre de pays classé	-	-	-	142	144	2

Source : Forum Economique Mondiale, rapport GCI 2012-2013.

Au total, « l'indice de facilité de faire des affaires » et l'indice de compétitivité mondiale montrent que l'environnement des affaires s'est dégradé en 2012 dans l'UEMOA.

CONCLUSION

La compétitivité globale des économies des pays de l'Union, appréciée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est améliorée en 2012. Les pays de l'Union ont également enregistré une amélioration de leur potentiel de compétitivité à moyen terme, reflétée par la hausse du ratio d'investissement relatif en 2012.

Par ailleurs, en matière de performance du commerce extérieur, une augmentation du taux d'exportation a été observée en 2012, traduisant une amélioration de la position concurrentielle des produits nationaux sur les marchés extérieurs. En revanche, le taux de pénétration étrangère a affiché une hausse en 2012, indiquant une performance plus faible des producteurs locaux vis-à-vis des producteurs étrangers sur les marchés domestiques.

Les évolutions observées au niveau des coûts des facteurs de production montrent une hausse du coût du facteur travail contre une baisse du coût du capital. En outre, des efforts de maîtrise de l'évolution des coûts de l'électricité ont été observés. En particulier, les tarifs ont été revus à la baisse au Niger.

L'examen des indicateurs de compétitivité élaborés au niveau international montre des performances plus faibles des économies de l'Union par rapport à celles de leurs principaux partenaires en terme d'environnement des affaires. Par ailleurs, le classement de la plupart des pays de l'Union, en terme de compétitivité s'est dégradé en 2012.

Ces évolutions contrastées semblent traduire les contraintes structurelles qui continuent de peser sur les performances commerciales des pays de l'Union. En effet, une amélioration de la compétitivité-prix n'implique pas nécessairement un gain en terme de parts de marché, s'il n'est pas suivi de la compétitivité hors-prix. Ces résultats interpellent les Etats de l'Union sur la nécessité d'intensifier les actions visant la qualité et la diversification des produits, la diminution des coûts de production. Par ailleurs, l'amélioration de la compétitivité de l'Union, passe également par la résolution des problèmes sécuritaires dans la Zone et le renforcement des cadres réglementaires.

ANNEXES

Tableau 1 : BENIN - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	6,6	5,1	5,3	5,2	7,3	4,0	3,8	6,4	4,0	5,4	5,8	5,4
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	-2,5	-2,5	-3,6	-4,1	-1,8	-0,2	-2,4	1,4	-3,4	-3,1	-2,9	1,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	4,7	3,7	11,4	6,0	0,3	-0,8	2,5	2,7	4,3	-5,8	1,0	-1,6
Indice des taux de change effectifs réels	2,1	1,1	7,3	1,6	-1,5	-1,0	0,0	4,1	0,7	-8,7	-1,9	-0,3
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,3	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	2,9	0,3	1,6	2,6	2,3
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	1,7	0,4	-0,6	-1,2	3,2	1,8	-0,7	4,9	0,1	0,5	0,1	4,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,2	0,6	2,5	0,5	0,1	0,2	1,0	1,7	0,3	-1,3	-0,1	-1,3
Indice des taux de change effectifs réels	1,9	1,0	1,9	-0,7	3,3	2,0	0,2	6,7	0,4	-0,8	0,0	2,9
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,4	2,2	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	3,1	0,2	1,5	2,5	2,5
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	1,5	0,2	-0,6	-1,2	3,3	1,9	-0,5	4,7	0,2	0,6	0,2	4,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,5	0,2	-0,6	-1,2	3,3	1,9	-0,5	4,7	0,2	0,6	0,2	4,1
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	18,9	12,5	14,1	14,3	16,9	8,2	5,5	11,5	11,6	13,0	10,3	11,6
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	-12,5	-9,0	-11,1	-11,7	-9,9	-4,0	-4,0	-3,3	-10,0	-9,6	-6,9	-4,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	15,9	4,4	22,2	10,5	3,3	-1,5	3,6	3,3	21,5	-8,5	4,0	2,8
Indice des taux de change effectifs réels	1,4	-4,9	8,6	-2,5	-6,9	-5,5	-0,5	-0,1	9,4	-17,3	-3,2	-1,6
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,6	2,7	2,3	2,4	6,1	3,2	4,5	5,7	2,4	4,2	5,7	4,2
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	1,3	-0,3	-0,8	-1,5	-0,7	0,6	-3,0	2,0	-2,0	-2,0	-2,8	2,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	1,0	5,4	15,9	9,6	-1,0	-1,2	3,4	3,3	-2,9	-8,1	0,3	-5,3
Indice des taux de change effectifs réels	2,4	5,1	15,0	8,0	-1,6	-0,6	0,3	5,4	-4,8	-9,9	-2,6	-3,1
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	2,9	3,1	2,8	2,5	6,0	3,2	4,5	5,8	2,6	4,2	5,7	4,3
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	1,1	-0,6	-1,3	-1,6	-0,6	0,5	-3,0	2,0	-2,1	-2,0	-2,8	2,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	2,0	6,8	14,8	9,2	-1,7	-1,4	3,4	3,6	-2,6	-8,8	0,0	-5,3
Indice des taux de change effectifs réels	3,2	6,1	13,3	7,4	-2,3	-0,9	0,3	5,6	-4,7	-10,6	-2,8	-3,1
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,0	2,9	1,0	0,9	4,7	2,2	1,9	7,4	1,3	1,5	4,0	1,8
Indice national des prix	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7
Indice des prix relatifs	0,0	-0,5	0,5	0,0	0,7	1,5	-0,6	0,5	-0,8	0,6	-1,2	4,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	0,0	-0,5	0,5	0,0	0,7	1,5	-0,6	0,5	-0,8	0,6	-1,2	4,9

Source: BCEAO

Tableau 2 : BURKINA - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	4,1	3,1	3,3	2,6	3,6	2,8	2,5	5,2	1,6	2,6	3,9	3,0
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	0,7	-0,8	-1,2	-2,9	2,7	-0,4	-2,7	5,3	-0,7	-3,1	-1,1	0,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	1,7	2,0	2,8	2,2	-0,0	0,1	1,6	1,9	1,0	-2,6	0,1	-0,6
Indice des taux de change effectifs réels	2,4	1,1	1,6	-0,8	2,7	-0,3	-1,2	7,3	0,3	-5,7	-1,0	0,2
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,1	2,0	2,1	2,1	2,0	1,9	1,8	3,0	0,1	1,5	2,4	2,3
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	2,7	0,3	-0,1	-2,5	4,4	0,5	-2,1	7,5	0,7	-2,1	0,3	1,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,4	0,7	1,8	0,6	0,1	0,3	1,0	0,5	-0,5	-1,1	-0,1	-1,0
Indice des taux de change effectifs réels	3,1	1,0	1,8	-1,9	4,4	0,8	-1,1	8,1	0,2	-3,2	0,2	0,5
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,2	2,1	2,2	2,2	2,0	1,9	1,8	3,1	0,1	1,6	2,5	2,4
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	2,6	0,2	-0,1	-2,5	4,4	0,5	-2,0	7,4	0,7	-2,1	0,3	1,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	2,6	0,2	-0,1	-2,5	4,4	0,5	-2,0	7,4	0,7	-2,1	0,3	1,3
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	21,9	12,3	17,4	12,3	14,6	8,7	7,2	12,6	13,3	10,9	8,7	9,4
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	-14,0	-8,9	-13,1	-11,3	-7,2	-5,8	-7,0	-1,7	-10,9	-10,4	-5,5	-5,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	17,5	7,4	23,4	12,0	2,6	0,6	8,6	9,3	18,7	-5,6	2,7	6,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,0	-2,2	7,3	-0,7	-4,8	-5,2	1,0	7,5	5,7	-15,4	-2,9	0,6
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	3,7	3,1	2,6	2,9	3,6	4,0	3,8	6,8	3,2	5,1	5,8	5,7
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	1,1	-0,8	-0,5	-3,2	2,7	-1,6	-4,0	3,6	-2,3	-5,4	-2,9	-1,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,1	6,3	3,8	9,0	-1,1	-1,1	3,3	7,4	0,6	-11,4	-0,1	-2,9
Indice des taux de change effectifs réels	4,2	5,5	3,2	5,4	1,6	-2,7	-0,9	11,3	-1,7	-16,2	-2,9	-4,6
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	4,2	3,8	3,3	3,1	3,6	4,1	4,0	7,0	3,6	5,0	5,6	5,6
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	0,6	-1,4	-1,2	-3,4	2,7	-1,7	-4,1	3,4	-2,7	-5,3	-2,7	-1,7
Indice des taux de change effectifs nominaux	4,0	8,2	4,1	8,3	-1,6	-1,1	3,9	8,0	1,0	-11,6	0,0	-3,2
Indice des taux de change effectifs réels	4,6	6,7	2,9	4,6	1,0	-2,7	-0,4	11,7	-1,6	-16,3	-2,7	-4,8
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,3	3,1	2,6	1,1	4,2	2,4	1,9	6,7	0,7	1,7	4,6	1,5
Indice national des prix	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8
Indice des prix relatifs	0,5	-0,8	-0,6	-1,5	2,1	0,0	-2,1	3,7	0,1	-2,2	-1,8	2,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	0,5	-0,8	-0,6	-1,5	2,1	0,0	-2,1	3,7	0,1	-2,2	-1,8	2,3

Source: BCEAO

Tableau 3 : COTE D'IVOIRE - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	5,6	4,2	4,3	3,8	5,0	3,6	3,2	5,6	2,7	3,5	4,2	4,2
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	-1,2	-1,1	-0,9	-2,3	-1,1	-1,1	-1,2	0,7	-2,1	-1,7	0,7	-2,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,0	3,1	6,3	3,3	0,3	0,1	1,9	2,6	3,0	-3,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	1,8	2,0	5,3	0,9	-0,8	-0,9	0,7	3,3	0,8	-5,1	1,6	-3,5
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,5	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	3,0	0,3	1,6	2,6	2,4
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	1,8	0,9	1,1	-0,7	1,7	0,5	-0,1	3,2	0,2	0,2	2,3	-1,0
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,8	3,0	1,1	0,0	0,2	1,4	1,4	-0,4	-1,3	0,2	-1,4
Indice des taux de change effectifs réels	1,8	1,8	4,2	0,5	1,8	0,7	1,3	4,7	-0,2	-1,2	2,5	-2,4
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,6	2,3	2,1	2,0	2,0	1,8	1,8	3,0	0,3	1,5	2,5	2,5
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	1,7	0,7	1,1	-0,6	1,9	0,7	0,1	3,2	0,2	0,2	2,4	-1,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,8	0,7	1,1	-0,6	1,9	0,7	0,1	3,2	0,2	0,2	2,4	-1,1
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	17,9	11,1	14,3	13,3	16,0	9,8	7,2	12,0	11,1	11,8	9,9	10,7
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	-11,4	-7,2	-9,7	-10,5	-10,5	-6,6	-4,9	-5,1	-9,5	-9,0	-4,6	-8,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	15,2	6,4	21,8	11,5	6,0	2,0	4,7	5,5	17,6	-5,7	4,8	3,2
Indice des taux de change effectifs réels	2,0	-1,2	10,0	-0,3	-5,1	-4,7	-0,4	0,1	6,4	-14,2	0,0	-5,5
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	5,0	4,7	3,6	3,4	5,7	4,8	4,6	6,8	3,7	5,5	5,8	5,3
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	-0,6	-1,6	-0,3	-2,0	-1,7	-2,2	-2,6	-0,5	-3,0	-3,5	-0,9	-3,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	6,2	5,7	11,2	9,2	-1,2	-0,8	2,2	8,2	0,9	-10,5	1,2	-2,9
Indice des taux de change effectifs réels	5,5	4,0	10,9	7,0	-2,9	-3,0	-0,4	7,7	-2,2	-13,7	0,3	-6,6
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	8,1	7,5	7,2	5,1	6,2	5,5	5,3	8,1	5,4	5,5	5,9	5,7
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	-3,4	-4,1	-3,6	-3,5	-2,1	-2,9	-3,2	-1,7	-4,7	-3,6	-1,0	-4,2
Indice des taux de change effectifs nominaux	7,8	12,4	9,2	6,5	-3,9	-2,2	2,6	7,4	4,9	-12,0	0,3	-2,9
Indice des taux de change effectifs réels	4,1	7,8	5,3	2,8	-6,0	-5,0	-0,7	5,6	0,0	-15,1	-0,7	-6,9
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,3	3,2	0,0	-0,6	5,1	2,2	1,5	8,8	1,3	0,9	3,0	3,6
Indice national des prix	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3
Indice des prix relatifs	0,0	-0,2	3,3	2,1	-1,2	0,3	0,4	-2,3	-0,8	0,8	1,8	-2,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	0,0	-0,2	3,3	2,1	-1,2	0,3	0,4	-2,3	-0,8	0,8	1,8	-2,3

Source: BCEAO

Tableau 4 : GUINEE-BISSAU - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	3,1	3,0	2,7	2,7	3,5	4,0	4,3	5,8	3,6	5,6	5,6	5,3
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,2	0,9	-6,0	-1,8	-0,1	-1,9	0,3	4,3	-6,1	-3,2	-0,5	-3,0
Indice des taux de change effectifs nominaux	2,0	3,9	9,2	4,1	-1,0	0,7	-0,4	6,6	2,0	-6,7	1,9	1,7
Indice des taux de change effectifs réels	-5,3	4,8	2,6	2,3	-1,1	-1,2	-0,1	11,2	-4,2	-9,7	1,4	-1,3
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	3,3	2,7	2,6	2,1	2,2	2,3	2,4	2,8	-0,2	1,5	3,1	2,4
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,4	1,2	-6,0	-1,2	1,2	-0,3	2,2	7,4	-2,6	0,7	1,9	-0,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,3	0,4	1,4	0,3	0,1	0,3	0,7	0,5	-0,1	-0,9	-0,3	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	-7,2	1,6	-4,7	-0,9	1,3	-0,1	2,9	8,0	-2,7	-0,2	1,6	-1,1
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	3,7	3,0	2,8	2,2	2,2	2,4	2,4	2,9	-0,3	1,5	3,2	2,6
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,8	0,9	-6,1	-1,3	1,1	-0,4	2,2	7,3	-2,5	0,8	1,8	-0,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	-7,8	0,9	-6,1	-1,3	1,2	-0,4	2,2	7,3	-2,5	0,8	1,8	-0,5
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	3,9	4,0	6,7	8,8	8,9	11,7	7,8	8,4	3,3	5,8	6,9	6,0
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,9	-0,1	-9,6	-7,3	-5,0	-8,7	-3,0	1,8	-5,9	-3,4	-1,7	-3,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	7,1	9,9	11,6	10,4	13,6	10,4	-1,1	2,0	2,3	2,4	6,2	-1,1
Indice des taux de change effectifs réels	-1,4	9,8	0,9	2,4	7,9	0,8	-4,0	3,8	-3,7	-1,1	4,3	-4,7
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,9	3,1	3,1	3,3	4,4	5,1	5,0	7,5	6,9	8,8	7,3	7,6
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,1	0,7	-6,4	-2,4	-1,0	-3,0	-0,4	2,7	-9,0	-6,0	-2,1	-5,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,3	6,4	15,8	7,1	-2,1	0,9	-1,2	11,6	3,6	-11,2	3,4	3,6
Indice des taux de change effectifs réels	-4,1	7,2	8,4	4,5	-3,0	-2,1	-1,6	14,6	-5,7	-16,5	1,2	-1,7
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	5,6	4,2	4,3	3,8	5,0	3,6	3,2	5,6	2,7	3,5	4,2	4,2
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-9,5	-0,3	-7,5	-2,8	-1,6	-1,5	1,4	4,5	-5,3	-1,2	0,9	-2,0
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,0	3,1	6,3	3,3	0,3	0,1	1,9	2,6	3,0	-3,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	-6,7	2,8	-1,7	0,4	-1,3	-1,4	3,3	7,3	-2,5	-4,6	1,8	-2,8
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	3,1	2,4	0,2	0,6	1,7	2,2	5,4	5,8	-1,9	1,3	3,5	1,5
Indice national des prix	-4,4	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1
Indice des prix relatifs	-7,3	1,5	-3,7	0,3	1,6	-0,2	-0,8	4,3	-0,9	1,0	1,5	0,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	-7,3	1,5	-3,7	0,3	1,6	-0,2	-0,8	4,3	-0,9	1,0	1,5	0,6

Source: BCEAO

Tableau 5 : MALI - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	3,0	2,6	2,5	2,0	3,1	2,7	2,7	4,8	0,9	2,3	3,8	2,6
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	2,1	2,3	-3,8	-5,0	3,2	-1,1	-1,3	4,2	1,5	-1,0	-0,8	2,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	1,3	2,4	3,3	2,0	-0,5	-0,2	1,5	3,0	0,0	-3,4	-0,1	-1,8
Indice des taux de change effectifs réels	3,4	4,8	-0,6	-3,1	2,7	-1,3	0,3	7,4	1,6	-4,4	-0,9	0,8
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,2	2,0	2,1	2,2	2,1	2,0	2,1	3,0	0,2	1,6	2,6	2,4
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	2,9	3,0	-3,4	-5,2	4,2	-0,5	-0,7	6,1	2,2	-0,4	0,3	2,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,1	0,7	2,4	0,7	-0,1	0,0	0,9	1,6	0,2	-1,4	0,2	-1,3
Indice des taux de change effectifs réels	3,0	3,7	-1,0	-4,5	4,1	-0,6	0,3	7,8	2,4	-1,8	0,5	1,6
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,3	2,1	2,0	2,1	2,0	1,9	1,9	3,1	0,1	1,5	2,5	2,4
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	2,9	2,9	-3,3	-5,1	4,3	-0,4	-0,5	5,9	2,3	-0,3	0,4	2,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	2,9	2,9	-3,3	-5,1	4,3	-0,4	-0,5	5,9	2,3	-0,3	0,4	2,8
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	5,8	5,5	5,2	6,2	7,2	6,1	4,1	6,7	4,0	5,3	4,5	4,0
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	-0,6	-0,5	-6,2	-8,8	-0,8	-4,3	-2,6	2,3	-1,6	-3,9	-1,4	1,2
Indice des taux de change effectifs nominaux	7,2	4,2	10,8	5,3	3,3	1,6	1,7	1,6	5,4	-2,8	1,5	-0,2
Indice des taux de change effectifs réels	6,6	3,8	3,9	-3,9	2,5	-2,8	-1,0	4,0	3,7	-6,6	0,0	1,0
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,3	2,0	1,8	2,5	4,5	4,2	3,7	5,9	2,6	4,5	5,2	4,5
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	2,8	2,9	-3,1	-5,5	1,8	-2,6	-2,2	3,1	-0,2	-3,2	-2,2	0,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	2,4	4,6	14,4	10,3	-1,0	-1,5	3,6	9,1	-0,6	-10,9	-0,1	-4,3
Indice des taux de change effectifs réels	5,2	7,7	10,9	4,2	0,8	-4,0	1,3	12,5	-0,8	-13,7	-2,3	-3,5
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	3,2	3,6	3,4	2,7	4,5	4,3	4,2	6,7	3,5	4,5	5,3	4,8
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	1,9	1,4	-4,6	-5,6	1,8	-2,7	-2,7	2,3	-1,0	-3,2	-2,2	0,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	5,5	10,2	9,9	8,0	-2,3	-0,8	5,2	11,1	-0,7	-12,4	-1,0	-5,7
Indice des taux de change effectifs réels	7,5	11,7	4,9	1,9	-0,5	-3,5	2,4	13,7	-1,7	-15,2	-3,1	-5,2
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,1	2,9	2,5	1,2	3,5	2,4	2,6	6,3	0,0	1,6	4,5	1,4
Indice national des prix	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3
Indice des prix relatifs	1,0	2,1	-3,8	-4,2	2,8	-0,9	-1,2	2,7	2,4	-0,4	-1,5	3,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,0	2,1	-3,8	-4,2	2,8	-0,9	-1,2	2,7	2,4	-0,4	-1,5	3,9

Source: BCEAO

Tableau 6 : NIGER - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	5,9	4,3	4,7	4,5	5,9	3,5	2,9	6,0	3,2	4,3	4,7	4,4
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	-1,7	-1,5	-6,0	-4,1	1,8	-3,4	-2,7	5,0	-2,6	-3,2	-1,7	-3,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	4,6	2,9	8,4	3,9	0,7	0,3	2,8	1,6	2,8	-4,0	0,6	-0,9
Indice des taux de change effectifs réels	2,8	1,3	1,8	-0,3	2,5	-3,1	0,0	6,7	0,1	-7,1	-1,1	-4,7
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	1,5	1,4	1,7	1,8	1,6	1,6	1,5	2,6	-0,1	1,2	2,0	1,8
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	2,5	1,2	-3,2	-1,6	6,1	-1,6	-1,4	8,4	0,6	-0,2	0,9	-1,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	1,6	2,0	3,8	1,1	0,4	1,3	2,6	-0,2	-2,9	-2,7	-0,7	-2,1
Indice des taux de change effectifs réels	4,1	3,2	0,4	-0,5	6,5	-0,3	1,2	8,3	-2,3	-2,9	0,2	-3,5
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,0	2,1	2,1	2,2	1,9	1,8	1,7	2,9	0,1	1,5	2,3	2,3
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	2,0	0,6	-3,6	-1,9	5,8	-1,8	-1,5	8,1	0,3	-0,6	0,6	-1,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	2,0	0,6	-3,6	-1,9	5,8	-1,8	-1,5	8,1	0,3	-0,6	0,6	-1,8
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	19,8	12,7	14,9	14,4	17,1	8,4	5,9	11,9	12,1	13,1	10,4	11,6
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	-13,2	-9,0	-14,4	-12,4	-7,9	-7,7	-5,5	-0,5	-10,4	-10,7	-6,7	-10,0
Indice des taux de change effectifs nominaux	16,5	4,9	22,9	10,9	3,3	-1,2	4,4	4,2	21,8	-8,3	4,0	3,4
Indice des taux de change effectifs réels	1,1	-4,5	5,2	-2,8	-4,9	-8,8	-1,3	3,6	9,1	-18,2	-3,0	-7,0
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,2	2,5	2,2	3,2	6,8	3,9	5,2	8,3	4,7	6,1	7,0	5,3
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	1,8	0,1	-3,8	-2,9	1,0	-3,8	-4,8	2,7	-4,0	-4,9	-3,8	-4,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	2,2	4,6	17,3	9,7	-0,8	-0,6	4,7	6,4	-0,9	-6,3	0,9	-4,6
Indice des taux de change effectifs réels	4,1	4,7	12,9	6,5	0,1	-4,3	-0,3	9,3	-4,9	-10,9	-2,9	-9,0
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	5,6	4,2	4,3	3,8	5,0	3,6	3,2	5,6	2,7	3,5	4,2	4,2
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	-1,5	-1,5	-5,7	-3,5	2,7	-3,5	-3,0	5,4	-2,2	-2,5	-1,2	-3,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,0	3,1	6,3	3,3	0,3	0,1	1,9	2,6	3,0	-3,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	1,5	1,5	0,3	-0,3	2,9	-3,4	-1,1	8,2	0,8	-5,8	-0,3	-4,4
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,3	2,9	2,4	1,0	4,6	2,6	1,6	7,1	0,9	1,6	4,2	2,4
Indice national des prix	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5
Indice des prix relatifs	-0,3	-0,3	-3,9	-0,8	3,1	-2,5	-1,5	3,9	-0,4	-0,6	-1,2	-1,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	-0,3	-0,3	-3,9	-0,8	3,1	-2,5	-1,5	3,9	-0,4	-0,6	-1,2	-1,9

Source: BCEAO

Tableau 7 : SENEGAL - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	4,0	3,4	3,5	3,5	4,2	3,3	2,9	5,1	2,2	3,6	4,1	4,0
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	-1,0	-1,1	-3,5	-2,9	-2,4	-1,2	2,9	0,7	-4,3	-2,3	-0,6	-2,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	2,6	2,9	5,9	3,0	0,1	0,2	1,0	2,5	1,9	-3,8	0,7	-0,6
Indice des taux de change effectifs réels	1,6	1,8	2,3	0,0	-2,3	-1,0	3,9	3,2	-2,5	-6,0	0,0	-3,1
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,3	2,1	2,2	2,1	2,0	2,0	1,9	3,0	0,1	1,6	2,5	2,3
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	0,7	0,3	-2,1	-1,6	-0,3	0,1	3,9	2,7	-2,4	-0,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,4	0,7	2,0	0,7	0,0	0,3	1,0	0,7	-0,6	-1,5	-0,2	-1,2
Indice des taux de change effectifs réels	1,1	1,0	-0,2	-1,0	-0,4	0,3	5,0	3,4	-2,9	-1,8	0,7	-2,0
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,4	2,3	2,2	2,2	2,0	2,0	1,9	3,1	0,1	1,6	2,5	2,4
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	0,6	0,1	-2,2	-1,7	-0,3	0,1	3,9	2,6	-2,4	-0,4	0,9	-0,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	0,6	0,1	-2,2	-1,7	-0,3	0,1	3,9	2,6	-2,4	-0,4	0,9	-0,9
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	13,6	9,9	12,0	13,0	14,2	8,1	6,0	10,1	8,6	10,5	8,9	9,5
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	-9,4	-6,9	-10,7	-11,0	-10,9	-5,6	-0,1	-3,9	-10,0	-8,4	-5,0	-7,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	13,1	8,0	19,8	10,7	4,6	1,1	2,2	2,0	15,4	-5,4	3,9	1,3
Indice des taux de change effectifs réels	2,5	0,6	6,9	-1,5	-6,8	-4,6	2,1	-2,0	3,8	-13,3	-1,3	-6,2
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,7	2,7	2,7	3,1	4,7	4,7	4,5	6,8	4,8	7,0	6,5	6,4
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	0,3	-0,4	-2,7	-2,5	-2,9	-2,5	1,3	-0,9	-6,8	-5,4	-2,9	-4,7
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,2	5,4	15,4	7,8	-1,6	-0,5	-0,7	9,9	1,7	-11,0	2,0	0,6
Indice des taux de change effectifs réels	3,5	5,0	12,4	5,1	-4,4	-2,9	0,6	8,9	-5,2	-15,8	-1,0	-4,1
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	5,6	4,2	4,3	3,8	5,0	3,6	3,2	5,6	2,7	3,5	4,2	4,2
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	-2,5	-1,8	-4,1	-3,2	-3,1	-1,4	2,7	0,2	-4,8	-2,2	-0,7	-2,7
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,0	3,1	6,3	3,3	0,3	0,1	1,9	2,6	3,0	-3,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	0,5	1,2	1,9	0,0	-2,9	-1,3	4,6	2,8	-1,9	-5,6	0,2	-3,4
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	3,8	3,4	0,9	0,2	4,0	2,6	1,8	7,6	1,2	1,5	3,7	3,2
Indice national des prix	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4
Indice des prix relatifs	-0,8	-1,1	-1,0	0,3	-2,2	-0,5	4,0	-1,7	-3,4	-0,3	-0,3	-1,7
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	-0,8	-1,1	-1,0	0,3	-2,2	-0,5	4,0	-1,7	-3,4	-0,3	-0,3	-1,7

Source: BCEAO

Tableau 8 : TOGO - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	5,4	3,8	4,4	3,5	4,9	3,5	3,3	5,9	2,8	3,4	4,2	4,0
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	-1,5	-0,7	-5,1	-3,0	1,8	-1,3	-2,3	2,7	0,9	-1,9	-0,6	-1,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,6	3,9	7,0	4,3	-0,3	-0,0	3,4	3,9	2,3	-4,7	0,1	-1,7
Indice des taux de change effectifs réels	2,1	3,2	1,6	1,2	1,5	-1,3	1,0	6,7	3,2	-6,5	-0,5	-2,9
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,2	2,0	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	2,9	0,3	1,6	2,5	2,3
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	1,6	1,1	-2,9	-1,6	4,7	0,3	-1,0	5,7	3,4	-0,2	1,0	0,3
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,6	0,9	2,3	0,5	-0,3	0,0	1,1	1,3	-0,1	-2,2	-0,3	-1,6
Indice des taux de change effectifs réels	2,2	2,0	-0,7	-1,1	4,4	0,3	0,1	7,0	3,3	-2,4	0,7	-1,3
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,4	2,2	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	3,1	0,3	1,6	2,5	2,4
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	1,5	0,9	-2,9	-1,6	4,7	0,4	-0,9	5,4	3,4	-0,1	1,0	0,2
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,5	0,9	-2,9	-1,6	4,7	0,4	-0,9	5,4	3,4	-0,1	1,0	0,2
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	22,8	12,3	18,2	12,8	15,2	9,3	8,0	13,2	13,6	11,0	8,9	9,6
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	-15,4	-8,2	-16,2	-11,0	-7,3	-6,5	-6,6	-3,9	-8,7	-8,6	-4,9	-6,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	17,7	8,8	24,4	12,7	3,1	1,6	9,6	10,2	18,3	-4,9	3,0	6,4
Indice des taux de change effectifs réels	-0,4	-0,2	4,2	0,3	-4,4	-5,0	2,4	5,9	8,0	-13,0	-2,1	-0,4
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	2,2	2,1	1,6	2,4	5,1	3,7	3,8	5,9	2,1	3,7	5,1	3,8
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	1,7	1,0	-2,5	-1,9	1,6	-1,4	-2,8	2,7	1,6	-2,2	-1,4	-1,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,2	5,4	12,9	10,8	-0,9	-1,1	5,6	6,5	-1,5	-9,6	-0,2	-5,9
Indice des taux de change effectifs réels	4,9	6,4	10,1	8,6	0,7	-2,5	2,6	9,3	0,0	-11,5	-1,7	-7,0
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	5,5	4,1	4,2	3,8	5,0	3,6	3,1	5,6	2,7	3,5	4,1	4,2
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	-1,5	-1,0	-4,9	-3,2	1,7	-1,3	-2,2	2,9	1,0	-2,0	-0,6	-1,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,0	3,1	6,3	3,3	0,3	0,1	1,9	2,6	3,0	-3,4	0,9	-0,8
Indice des taux de change effectifs réels	1,5	2,1	1,0	0,0	2,0	-1,2	-0,3	5,6	4,1	-5,3	0,4	-2,3
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	4,2	2,6	1,8	0,8	4,8	2,8	1,5	7,8	0,4	1,4	3,5	3,6
Indice national des prix	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6
Indice des prix relatifs	-0,3	0,4	-2,6	-0,4	2,0	-0,6	-0,6	0,8	3,3	0,0	0,1	-0,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	-0,3	0,4	-2,6	-0,4	2,0	-0,6	-0,6	0,8	3,3	0,0	0,1	-0,9

Source: BCEAO

Tableau 9 : UEMOA - Evolution des composantes de la variation de l'indice du TCER (Base 100=1996)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble de Partenaires												
Indice composite des prix des partenaires	5,3	4,1	4,5	4,2	5,0	3,7	3,3	5,3	2,9	4,0	4,4	4,3
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	-0,4	-1,2	-3,1	-3,6	-0,6	-1,3	-0,9	2,0	-2,4	-2,6	-0,6	-1,9
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,5	3,5	7,6	4,1	0,1	-0,0	2,1	3,0	3,0	-4,4	0,8	-1,1
Indice des taux de change effectifs réels	3,1	2,3	4,3	0,3	-0,5	-1,3	1,2	5,1	0,5	-6,9	0,3	-3,0
Pays industrialisés												
Indice composite des prix des partenaires	2,4	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	3,0	0,2	1,6	2,5	2,3
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	2,5	0,8	-0,8	-1,6	2,2	0,3	0,4	4,3	0,2	-0,2	1,3	0,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,2	0,8	2,7	0,9	0,0	0,2	1,2	1,2	-0,4	-1,4	0,0	-1,3
Indice des taux de change effectifs réels	2,7	1,7	1,8	-0,7	2,3	0,5	1,7	5,6	-0,3	-1,6	1,3	-1,3
Zone Euro												
Indice composite des prix des partenaires	2,5	2,3	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8	3,1	0,2	1,6	2,5	2,4
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	2,4	0,6	-0,8	-1,7	2,4	0,4	0,6	4,2	0,1	-0,2	1,3	-0,1
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	2,4	0,6	-0,8	-1,7	2,4	0,4	0,6	4,2	0,1	-0,2	1,3	-0,1
Pays Environnants												
Indice composite des prix des partenaires	17,8	11,4	14,2	13,5	15,9	9,0	6,5	11,6	11,0	11,9	9,8	10,7
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	-11,0	-7,6	-11,3	-11,4	-10,0	-6,1	-3,9	-3,8	-9,6	-9,4	-5,4	-7,5
Indice des taux de change effectifs nominaux	15,2	6,2	21,7	11,1	4,7	0,8	4,3	4,6	18,4	-6,5	4,3	3,0
Indice des taux de change effectifs réels	2,6	-1,9	8,0	-1,6	-5,7	-5,4	0,3	0,6	7,1	-15,3	-1,4	-4,7
Pays Asiatiques												
Indice composite des prix des partenaires	3,3	3,2	2,7	2,9	5,4	4,1	4,4	6,4	3,4	5,3	5,9	5,1
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	1,6	-0,3	-1,4	-2,3	-1,0	-1,7	-1,9	0,9	-3,0	-3,7	-1,9	-2,6
Indice des taux de change effectifs nominaux	3,1	5,5	13,9	9,2	-1,2	-0,9	2,3	7,0	-0,4	-9,8	0,9	-3,1
Indice des taux de change effectifs réels	4,7	5,2	12,3	6,7	-2,1	-2,6	0,4	7,9	-3,4	-13,1	-1,1	-5,7
Pays Emergents												
Indice composite des prix des partenaires	4,9	4,8	4,5	3,6	5,6	4,5	4,8	7,1	4,3	5,3	5,9	5,3
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	0,0	-1,8	-3,1	-3,0	-1,1	-2,1	-2,3	0,3	-3,8	-3,7	-1,9	-2,8
Indice des taux de change effectifs nominaux	4,9	9,3	11,7	7,7	-2,6	-1,3	2,8	7,3	1,3	-10,9	0,4	-3,4
Indice des taux de change effectifs réels	4,9	7,3	8,2	4,5	-3,7	-3,4	0,5	7,6	-2,5	-14,2	-1,6	-6,1
Pays africains de la Zone franc												
Indice composite des prix des partenaires	3,6	1,9	1,7	2,9	-1,9	4,7	1,7	5,7	2,6	1,3	2,5	2,8
Indice national des prix	4,9	2,9	1,3	0,5	4,4	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Indice des prix relatifs	1,2	1,0	-0,4	-2,4	6,3	-2,3	0,7	1,6	-2,2	0,0	1,4	-0,4
Indice des taux de change effectifs nominaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice des taux de change effectifs réels	1,2	1,0	-0,4	-2,4	6,3	-2,3	0,7	1,6	-2,2	0,0	1,4	-0,4

Source: BCEAO

Tableau 10 : Ratio d'investissement relatif des économies des pays de l'Union vis-à-vis des principaux concurrents par pays de l'Union

(en pourcentage)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	81,4	88,3	82,5	84,7	84,1	86,2	85,5	85,3	91,9	89,9	86,7	84,2	82,7	81,8	80,6	82,5	79,5	77,6	75,5
Burkina	82,5	71,6	74,3	83,1	79,8	75,7	75,4	59,1	73,9	64,2	50,6	68,8	91,7	111,8	114,9	85,4	75,1	77,6	80,1
Côte d'Ivoire	50,8	58,9	65,5	61,7	64,5	74,0	55,3	47,5	60,2	48,4	52,2	51,9	50,3	51,1	50,1	45,5	43,9	38,8	60,3
Guinée-Bissau	40,4	30,1	28,3	32,9	13,3	25,3	31,3	32,3	28,1	31,4	45,8	42,6	31,8	35,1	22,3	19,9	24,1	26,2	26,4
Mali	105,4	104,7	107,3	105,8	84,0	99,7	114,9	122,1	132,8	111,4	98,9	93,8	104,9	131,4	133,1	155,9	158,9	175,3	131,9
Niger	62,7	56,9	67,6	62,3	75,4	50,9	62,9	57,8	63,5	77,4	81,7	99,4	98,2	94,1	124,9	126,9	122,6	132,2	169,4
Sénégal	84,2	87,5	81,3	76,2	83,2	95,5	106,6	106,1	120,1	96,8	97,2	97,4	106,3	104,0	104,6	90,2	85,1	83,6	82,2
Togo	52,9	69,5	65,1	54,1	77,5	50,1	74,5	73,1	76,5	81,8	76,3	73,7	72,8	60,1	57,9	66,0	69,0	66,8	85,3
UEMOA	70,6	73,7	75,5	72,7	74,3	77,6	76,2	71,6	83,0	73,6	72,4	76,3	82,1	85,3	86,4	81,1	78,3	79,4	87,3
VARIATION																			
Bénin	9,6	6,9	-5,8	2,2	-0,6	2,1	-0,7	-0,1	6,6	-2,0	-3,3	-2,4	-1,5	-1,0	-1,2	1,8	-3,0	-1,9	-2,1
Burkina	17,0	-11,0	2,7	8,8	-3,3	-4,1	-0,4	-16,3	14,9	-9,7	-13,6	18,2	22,9	20,1	3,1	-29,4	-10,3	2,4	2,5
Côte d'Ivoire	11,3	8,2	6,6	-3,8	2,8	9,5	-18,7	-7,8	12,7	-11,8	3,8	-0,4	-1,6	0,8	-1,0	-4,6	-1,6	-5,1	21,5
Guinée-Bissau	-17,0	-10,2	-1,8	4,7	-19,6	12,1	6,0	1,0	-4,2	3,3	14,4	-3,3	-10,8	3,3	-12,8	-2,5	4,2	2,1	0,2
Mali	10,7	-0,7	2,5	-1,5	-21,7	15,7	15,2	7,2	10,7	-21,3	-12,5	-5,1	11,1	26,5	1,7	22,8	3,1	16,3	-43,3
Niger	27,3	-5,9	10,7	-5,3	13,1	-24,6	12,1	-5,1	5,7	13,9	4,2	17,7	-1,2	-4,1	30,8	2,0	-4,3	9,6	37,2
Sénégal	8,9	3,4	-6,2	-5,1	6,9	12,4	11,1	-0,5	14,0	-23,3	0,4	0,2	8,9	-2,3	0,6	-14,4	-5,1	-1,6	-1,4
Togo	16,6	16,5	-4,4	-11,0	23,4	-27,4	24,4	-1,3	3,3	5,3	-5,4	-2,7	-0,9	-12,7	-2,1	8,1	3,0	-2,2	18,5
UEMOA	11,2	3,1	1,7	-2,8	1,6	3,3	-1,4	-4,6	11,4	-9,4	-1,2	3,9	5,8	3,2	1,1	-5,2	-2,8	1,0	8,0

Source : BCEAO

Tableau 11 : Taux d'investissement des économies des pays de l'Union et des principaux concurrents par pays de l'Union

(en pourcentage)

UEMOA	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	16,2	17,6	16,3	17,2	17,3	17,9	18,0	18,2	18,9	19,5	19,4	19,4	19,6	19,9	20,3	21,0	20,5	20,3	19,9
Burkina	23,0	20,1	20,2	21,8	20,3	18,9	18,7	14,7	17,1	17,5	14,4	19,7	26,0	31,8	33,0	22,5	19,9	19,9	20,9
Côte d'Ivoire	11,1	11,7	13,6	13,9	14,3	14,0	10,3	8,6	10,1	8,3	9,3	9,2	8,9	9,6	10,1	8,9	9,0	8,2	12,3
Guinée-Bissau	10,1	8,0	7,5	8,5	3,4	6,3	7,5	7,4	6,1	7,7	12,4	11,7	9,1	10,8	7,1	5,9	6,5	7,0	6,5
Mali	21,5	22,2	22,3	22,1	17,7	17,3	18,9	19,0	19,7	18,0	17,0	15,4	16,5	19,4	18,3	20,5	21,2	24,1	18,6
Niger	11,4	10,4	11,8	11,9	14,8	10,0	12,3	11,3	11,8	15,1	16,9	21,6	22,6	22,8	30,9	33,1	34,7	37,5	47,2
Sénégal	15,8	16,4	15,4	15,2	16,7	19,6	22,4	22,7	24,8	21,5	22,5	23,3	26,2	26,1	26,8	23,0	22,2	22,4	22,8
Togo	9,5	12,3	11,8	10,4	15,1	9,9	15,1	15,1	15,4	17,1	16,5	16,4	16,8	14,4	14,3	16,7	17,9	17,8	23,2
UEMOA	14,6	14,7	15,3	15,5	15,8	15,4	15,1	14,1	15,5	14,5	15,0	15,9	17,3	18,6	19,4	18,0	18,0	18,5	20,4
CONCURRENTS																			
Bénin	19,9	19,9	19,8	20,3	20,5	20,8	21,1	21,3	20,6	21,7	22,4	23,0	23,6	24,4	25,2	25,4	25,8	26,2	26,3
Burkina	27,9	28,0	27,2	26,2	25,4	25,0	24,8	24,8	23,2	27,2	28,5	28,6	28,4	28,4	28,8	26,3	26,4	25,6	26,2
Côte d'Ivoire	21,9	19,9	20,8	22,5	22,2	18,9	18,6	18,2	16,7	17,0	17,9	17,7	17,7	18,8	20,1	19,6	20,6	21,1	20,4
Guinée-Bissau	24,9	26,5	26,5	25,8	25,6	24,8	24,1	22,9	21,8	24,4	27,0	27,4	28,6	30,8	31,7	29,9	27,0	26,6	24,5
Mali	20,4	21,2	20,8	20,9	21,1	17,4	16,4	15,6	14,8	16,2	17,2	16,4	15,7	14,8	13,7	13,2	13,3	13,8	14,1
Niger	18,2	18,3	17,5	19,2	19,6	19,6	19,6	19,6	18,7	19,5	20,7	21,8	23,0	24,2	24,7	26,1	28,3	28,4	27,9
Sénégal	18,8	18,8	19,0	19,9	20,1	20,5	21,0	21,4	20,7	22,2	23,2	23,9	24,6	25,1	25,6	25,5	26,1	26,8	27,7
Togo	18,0	17,8	18,1	19,3	19,4	19,8	20,3	20,7	20,1	20,9	21,7	22,3	23,1	23,9	24,7	25,2	25,9	26,6	27,3
UEMOA	20,6	20,0	20,3	21,3	21,3	19,9	19,9	19,8	18,7	19,7	20,7	20,9	21,1	21,8	22,5	22,2	22,9	23,4	23,4

Source : BCEAO

Tableau 12 : Variation du taux d'investissement des économies des pays de l'Union et des principaux concurrents par pays de l'Union

(en point de pourcentage)

UEMOA	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	2,4	1,3	-1,2	0,9	0,1	0,7	0,1	0,2	0,7	0,6	-0,1	-0,1	0,2	0,4	0,3	0,7	-0,5	-0,2	-0,4
Burkina	4,8	-2,9	0,1	1,6	-1,5	-1,4	-0,2	-4,0	2,5	0,3	-3,0	5,3	6,3	5,7	1,3	-10,5	-2,7	0,0	1,1
Côte d'Ivoire	3,3	0,6	1,9	0,3	0,4	-0,3	-3,7	-1,6	1,4	-1,8	1,1	-0,2	-0,3	0,7	0,5	-1,1	0,1	-0,9	4,2
Guinée-Bissau	-4,2	-2,1	-0,5	1,0	-5,1	2,9	1,3	-0,1	-1,3	1,5	4,7	-0,7	-2,6	1,7	-3,7	-1,1	0,6	0,5	-0,5
Mali	3,4	0,7	0,1	-0,2	-4,4	-0,4	1,6	0,2	0,7	-1,6	-1,1	-1,5	1,1	2,9	-1,1	2,2	0,7	2,9	-5,5
Niger	5,4	-1,1	1,5	0,1	2,9	-4,8	2,3	-1,0	0,5	3,3	1,8	4,8	0,9	0,2	8,1	2,3	1,5	2,9	9,6
Sénégal	2,3	0,6	-1,0	-0,2	1,6	2,9	2,8	0,3	2,1	-3,3	1,0	0,8	2,8	-0,1	0,7	-3,8	-0,8	0,2	0,4
Togo	3,4	2,8	-0,6	-1,4	4,6	-5,2	5,2	0,0	0,2	1,7	-0,6	-0,1	0,3	-2,4	0,0	2,3	1,3	-0,1	5,5
UEMOA	3,1	0,1	0,6	0,2	0,3	-0,4	-0,3	-1,0	1,3	-1,0	0,4	0,9	1,4	1,2	0,9	-1,4	-0,1	0,6	1,9
CONCURRENTS																			
Bénin	0,6	-0,1	-0,1	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	-0,8	1,2	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,3	0,4	0,4	0,1
Burkina	0,1	0,2	-0,8	-1,0	-0,8	-0,4	-0,2	0,0	-1,6	4,0	1,3	0,1	-0,2	0,0	0,3	-2,4	0,1	-0,8	0,5
Côte d'Ivoire	2,0	-2,0	0,9	1,7	-0,3	-3,3	-0,3	-0,4	-1,4	0,3	0,9	-0,2	0,0	1,1	1,3	-0,4	0,9	0,5	-0,6
Guinée-Bissau	0,1	1,5	0,0	-0,6	-0,2	-0,8	-0,7	-1,1	-1,1	2,6	2,6	0,4	1,2	2,2	0,9	-1,7	-2,9	-0,4	-2,1
Mali	1,3	0,8	-0,4	0,1	0,2	-3,7	-0,9	-0,8	-0,8	1,4	1,0	-0,7	-0,7	-1,0	-1,0	-0,6	0,2	0,4	0,3
Niger	1,1	0,0	-0,7	1,6	0,5	0,0	0,0	0,0	-0,9	0,9	1,1	1,1	1,2	1,3	0,5	1,4	2,2	0,1	-0,5
Sénégal	0,9	0,0	0,2	0,9	0,2	0,4	0,5	0,4	-0,8	1,6	1,0	0,8	0,7	0,5	0,5	-0,1	0,6	0,8	0,9
Togo	1,1	-0,3	0,3	1,2	0,1	0,4	0,5	0,4	-0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5	0,7	0,7	0,6
UEMOA	1,3	-0,7	0,3	1,1	0,0	-1,4	0,0	-0,1	-1,1	1,1	0,9	0,2	0,3	0,7	0,7	-0,3	0,7	0,4	0,0

Source : BCEAO

Tableau 13 : Taux d'exportation des économies des pays de l'Union

(en pourcentage)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	32,4	30,1	28,0	29,0	31,0	33,5	34,2	33,2	33,1	32,5	31,0	34,2	31,3	42,5	41,6	41,6	33,3	32,3	33,6
Burkina	12,1	11,4	8,5	12,7	15,5	9,5	9,3	7,7	9,0	8,6	10,2	7,7	9,6	10,9	9,2	11,0	16,4	20,7	20,6
Côte d'Ivoire	46,5	43,6	47,0	50,9	48,9	55,2	55,8	52,6	54,7	52,5	59,2	60,4	61,1	58,6	58,2	62,0	62,0	63,0	63,8
Guinée-Bissau	8,0	6,9	6,1	9,9	7,6	20,2	20,9	18,1	15,9	16,3	15,9	17,3	14,8	16,7	16,2	24,2	20,0	15,2	13,8
Mali	22,4	21,7	20,0	23,8	23,3	25,7	28,3	28,9	33,3	31,3	28,7	30,5	29,3	27,8	27,5	22,6	22,6	17,6	18,9
Niger	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,7	14,6	18,1	18,0	18,7	19,2	19,2	20,4	22,2
Sénégal	26,8	27,9	24,6	21,2	17,0	15,2	26,5	25,7	26,5	26,4	26,5	25,8	24,3	23,2	22,8	23,6	23,2	21,6	21,5
Togo	34,5	31,7	36,4	32,4	30,4	28,2	32,7	29,6	32,2	39,5	36,8	45,2	44,3	35,5	40,3	41,4	42,9	49,2	52,8
UEMOA	30,1	28,9	29,4	31,0	29,8	31,9	33,9	32,0	33,4	32,3	34,2	34,2	34,3	33,4	32,9	34,0	34,0	33,6	34,6
VARIATION (en point de pourcentage)																			
Bénin	0,2	-2,4	-2,1	1,0	2,0	2,5	0,8	-1,0	-0,1	-0,6	-1,4	3,2	-2,9	11,2	-0,9	0,0	-8,3	-1,0	1,3
Burkina	3,2	-0,7	-2,9	4,2	2,8	-5,9	-0,3	-1,5	1,3	-0,4	1,6	-2,5	1,9	1,2	-1,7	1,8	5,4	4,3	-0,1
Côte d'Ivoire	7,2	-2,9	3,4	3,9	-2,0	6,3	0,7	-3,2	2,1	-2,2	6,7	1,2	0,6	-2,5	-0,4	3,8	0,0	1,0	0,7
Guinée-Bissau	2,4	-1,1	-0,8	3,8	-2,3	12,6	0,6	-2,7	-2,2	0,3	-0,3	1,3	-2,5	1,9	-0,5	8,0	-4,2	-4,8	-1,4
Mali	0,4	-0,6	-1,7	3,8	-0,4	2,4	2,6	0,6	4,4	-2,0	-2,6	1,8	-1,2	-1,5	-0,3	-4,9	0,0	-5,0	1,2
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	-0,1	3,5	-0,1	0,7	0,5	0,0	1,2	1,8
Sénégal	1,9	1,1	-3,3	-3,4	-4,1	-1,8	11,3	-0,8	0,8	-0,1	0,1	-0,8	-1,4	-1,2	-0,4	0,8	-0,4	-1,6	-0,2
Togo	7,7	-2,8	4,7	-4,0	-2,0	-2,2	4,6	-3,2	2,7	7,3	-2,8	8,4	-0,8	-8,8	4,8	1,1	1,5	6,3	3,5
UEMOA	3,7	-1,2	0,5	1,5	-1,1	2,1	1,9	-1,9	1,4	-1,0	1,8	0,1	0,1	-0,9	-0,5	1,1	0,0	-0,4	1,1

Source : BCEAO

Tableau 14 : Taux de pénétration étrangère des économies des pays de l'Union

(en pourcentage)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	34,0	34,6	29,3	30,6	31,1	33,2	28,7	28,8	28,3	28,4	26,0	23,9	27,4	33,8	32,5	30,4	32,0	28,8	27,1
Burkina	20,6	21,6	21,9	21,5	22,7	21,0	21,3	20,2	18,7	19,2	20,8	22,8	24,5	24,2	27,7	21,0	26,4	31,6	32,2
Côte d'Ivoire	37,3	35,0	35,2	38,1	37,4	36,2	36,2	36,2	36,3	37,4	41,4	47,4	49,6	46,6	45,7	48,2	51,8	42,8	49,9
Guinée-Bissau	16,5	15,8	15,3	17,1	16,2	23,4	22,6	23,0	20,9	21,4	22,5	23,7	24,8	30,0	29,1	28,4	30,8	34,6	30,8
Mali	32,8	32,2	28,4	30,6	29,1	30,6	31,8	36,9	32,5	35,0	31,6	32,8	34,8	34,1	38,4	29,2	36,1	33,0	33,4
Niger	23,5	23,4	24,5	23,4	24,9	21,9	26,9	24,0	23,7	23,7	25,9	27,6	26,3	27,0	31,2	37,2	39,5	38,9	40,2
Sénégal	41,9	39,7	35,1	35,8	36,2	35,8	33,5	33,3	33,1	34,8	35,3	37,1	36,2	40,2	43,0	35,1	35,2	38,3	38,9
Togo	35,6	34,7	43,4	39,2	40,6	36,7	41,2	42,1	43,5	48,7	47,5	53,5	47,7	47,1	46,4	47,0	49,4	52,5	50,9
UEMOA	35,3	34,3	34,7	34,0	35,1	36,1	35,1	38,1	37,2	38,9	37,0	38,3	37,8	39,7	39,8	39,9	39,7	36,7	40,5
VARIATION (en point de pourcentage)																			
Bénin	3,6	0,7	-5,3	1,3	0,5	2,2	-4,6	0,2	-0,5	0,1	-2,4	-2,1	3,5	6,4	-1,3	-2,2	1,6	-3,2	-1,7
Burkina	2,5	1,0	0,3	-0,4	1,2	-1,8	0,4	-1,2	-1,5	0,6	1,6	2,0	1,7	-0,2	3,4	-6,7	5,4	5,2	0,6
Côte d'Ivoire	9,2	-2,3	0,3	2,9	-0,7	-1,2	0,1	0,0	0,0	1,1	4,0	5,9	2,2	-3,0	-1,0	2,5	3,6	-9,0	7,2
Guinée-Bissau	-0,2	-0,7	-0,5	1,9	-0,9	7,1	-0,8	0,4	-2,1	0,5	1,0	1,2	1,1	5,2	-0,9	-0,7	2,4	3,9	-3,8
Mali	7,2	-0,6	-3,7	2,1	-1,5	1,5	1,2	5,1	-4,4	2,5	-3,4	1,2	2,0	-0,7	4,3	-9,2	6,9	-3,1	0,4
Niger	6,2	0,0	1,0	-1,1	1,5	-3,0	5,0	-2,9	-0,4	0,0	2,2	1,6	-1,2	0,7	4,2	5,9	2,3	-0,6	1,3
Sénégal	13,3	-2,3	-4,6	0,7	0,4	-0,4	-2,4	-0,1	-0,2	1,7	0,5	1,8	-0,9	4,0	2,8	-8,0	0,1	3,1	0,6
Togo	4,2	-0,9	8,7	-4,2	1,4	-3,9	4,4	0,9	1,4	5,2	-1,2	6,0	-5,8	-0,6	-0,7	0,7	2,4	3,0	-1,6
UEMOA	1,8	-1,0	0,4	-0,7	1,1	1,1	-1,0	3,0	-0,9	1,8	-2,0	1,3	-0,4	1,8	0,1	0,2	-0,2	-3,1	3,8

Source : BCEAO

Tableau 15 : Partenaires des pays et leurs pondérations pour le calcul du taux de change effectif réel

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Afrique du Sud	0,7%	0,7%	0,8%	0,1%	3,0%	0,4%	0,8%	2,4%	1,2%
Algérie	0,4%	0,0%	0,5%	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%	0,0%	0,3%
Allemagne	2,7%	2,2%	4,2%	1,2%	5,7%	1,1%	3,7%	3,9%	4,3%
Arabie Saoudite	0,2%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,3%	0,2%
Australie	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,2%	0,1%	0,8%	0,5%	0,3%
Autriche	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,4%	1,0%	0,0%	0,2%	0,2%
Bangladesh	0,2%	0,3%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%
Belgique	2,2%	2,9%	2,9%	1,9%	3,8%	1,0%	2,8%	3,8%	3,2%
Bénin	0,0%	0,2%	0,7%	0,0%	0,1%	2,2%	0,6%	4,6%	0,0%
Brésil	1,4%	0,5%	2,1%	0,1%	1,6%	0,8%	1,0%	1,2%	1,8%
Burkina	0,1%	0,0%	2,3%	0,0%	0,5%	1,3%	0,2%	1,8%	0,0%
Cameroun	0,2%	0,0%	0,6%	0,4%	0,0%	0,0%	0,7%	0,2%	0,5%
Canada	0,2%	0,4%	0,5%	0,0%	1,4%	0,1%	0,8%	2,7%	0,7%
Chine	19,4%	0,7%	2,0%	3,0%	2,7%	5,7%	2,3%	6,7%	5,6%
Corée du Sud	0,7%	0,5%	0,5%	1,2%	1,1%	0,1%	0,5%	1,1%	0,7%
Côte d'Ivoire	2,7%	23,7%	0,0%	0,7%	22,2%	11,0%	3,2%	4,0%	0,0%
Danemark	0,3%	1,1%	0,2%	0,7%	0,3%	0,3%	0,3%	0,5%	0,3%
Espagne	1,8%	3,1%	4,0%	1,2%	2,6%	1,9%	4,5%	2,2%	3,9%
Etats-Unis	2,1%	2,6%	7,1%	0,8%	3,5%	3,6%	3,3%	1,7%	5,4%
France	11,6%	25,3%	19,7%	2,2%	19,2%	25,9%	26,0%	16,3%	22,3%
Gabon	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%	0,2%	0,3%
Gambie	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%	0,3%
Ghana	1,4%	2,5%	2,6%	0,0%	0,0%	2,3%	0,4%	6,5%	2,3%
Grèce	0,0%	0,1%	0,6%	0,0%	0,2%	0,0%	1,9%	0,7%	0,7%
Guinée	0,0%	0,0%	1,1%	0,3%	0,1%	0,0%	0,6%	0,1%	0,7%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%
Hong Kong	0,9%	0,9%	0,1%	0,4%	2,3%	0,1%	0,3%	2,6%	0,6%
Inde	4,4%	2,6%	1,7%	36,3%	2,8%	1,4%	7,0%	1,5%	4,0%
Indonésie	1,5%	1,1%	0,8%	0,0%	1,5%	0,4%	0,4%	2,2%	1,0%
Irlande	0,3%	0,2%	0,3%	0,0%	0,6%	0,2%	1,0%	0,1%	0,5%
Italie	3,7%	5,8%	4,8%	3,0%	3,6%	1,1%	6,1%	3,6%	5,2%
Japon	0,8%	2,4%	1,3%	1,1%	0,7%	9,3%	2,4%	2,0%	2,0%
Malaisie	0,2%	0,5%	0,2%	0,0%	0,6%	0,1%	0,1%	1,1%	0,3%
Mali	0,0%	0,8%	3,4%	0,0%	0,0%	0,2%	2,4%	0,2%	0,0%
Maroc	0,5%	0,7%	0,4%	0,3%	0,8%	0,2%	0,6%	0,4%	0,6%
Mauritanie	0,0%	0,1%	0,5%	0,0%	0,1%	0,0%	1,1%	1,3%	0,5%
Niger	0,5%	0,9%	0,8%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%
Nigeria	23,4%	2,8%	9,2%	0,0%	0,3%	18,5%	7,2%	5,1%	11,2%
Norvège	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Pakistan	0,8%	0,0%	0,2%	0,4%	0,0%	2,2%	0,0%	0,6%	0,4%
Pays Bas	2,6%	1,5%	9,7%	2,3%	1,4%	1,4%	2,8%	4,2%	6,6%
Pologne	0,1%	0,2%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,2%	0,5%
Portugal	0,3%	1,2%	0,3%	15,1%	1,0%	0,2%	0,8%	0,4%	0,8%
Royaume Uni	3,1%	1,7%	2,8%	1,4%	3,3%	1,7%	1,6%	2,8%	2,9%
Russie	0,0%	0,3%	2,4%	0,0%	0,1%	0,2%	0,9%	0,9%	1,5%
Sénégal	0,8%	0,7%	1,5%	9,6%	5,9%	0,2%	0,0%	0,9%	0,0%
Singapour	0,6%	3,6%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,4%
Suède	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%
Suisse	0,8%	0,2%	0,7%	0,6%	0,3%	0,1%	0,6%	0,8%	0,7%
Taïwan	0,5%	0,5%	0,4%	0,8%	1,1%	0,1%	0,2%	2,2%	0,6%
Thaïlande	2,7%	1,2%	1,3%	14,0%	3,3%	0,4%	4,8%	1,5%	2,7%
Togo	2,1%	2,0%	1,4%	0,0%	0,1%	2,0%	0,3%	0,0%	0,0%
Tunisie	0,1%	0,7%	0,3%	0,0%	0,5%	0,8%	0,5%	0,0%	0,4%
Turquie	0,5%	0,4%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,3%
UEMOA									
Ukraine	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,2%
Vietnam	0,1%	0,2%	0,2%	0,0%	0,7%	0,2%	1,2%	0,1%	0,5%
Total pays	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Source : BCEAO NB : Pondérations calculées sur la base des echanges entre 1999 et 2002.

IMPRIMERIE BCEAO

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int